

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/EST/2/Rev.1¹

11 avril 1997

(97-1511)

Original: anglais

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCESSION DE L'ESTONIE A L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Révision

Introduction

1. En mars 1994, le gouvernement estonien a demandé à accéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947) au titre de l'article XXXIII. A sa réunion des 23 et 24 mars 1994, le Conseil des représentants du GATT a établi un groupe de travail chargé d'examiner la demande d'accession du gouvernement estonien et de présenter au Conseil des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession. Toutes les parties contractantes qui en avaient exprimé le désir pouvaient être membres du Groupe de travail. Conformément à la Décision ministérielle du 14 avril 1994 sur l'acceptation de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), conclu à Marrakech, et l'accession audit accord et à la décision du Comité préparatoire de l'OMC en date du 31 mai 1994, le Groupe de travail a examiné la demande d'accession de l'Estonie et a décidé de poursuivre les négociations sur l'accès au marché des marchandises, notamment sur la liste relative aux produits agricoles, ainsi que des services. L'Accord instituant l'OMC est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Conformément à la décision adoptée par le Conseil général le 31 janvier 1995, le Groupe de travail de l'accession au GATT de 1947 est devenu le Groupe de travail de l'accession à l'OMC. Son mandat et sa composition figurent dans le document WT/ACC/EST/7.

2. Le Groupe de travail s'est réuni le 25 novembre 1994, les 6 et 7 juin et le 14 novembre 1995, le 28 mars et le 18 septembre 1996 ainsi que le 11 février 1997 et le ..., sous la présidence de S.E. M. D. Kenyon (Australie).

¹Pour faciliter la comparaison avec les versions antérieures, les parties ajoutées figurent en grisé et les parties supprimées sont barrées.

Documents disponibles

3. Le Groupe de travail disposait, comme base de discussion, de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de l'Estonie (L/7423) ainsi que des questions posées par les Membres au sujet de ce régime et des réponses et autres renseignements donnés par les autorités estoniennes (L/7529 et Addenda 1 et 2, WT/ACC/EST/2, WT/ACC/EST/4, WT/ACC/EST/9 et Corr.1, WT/ACC/EST/11 et WT/ACC/EST/12). Le gouvernement estonien a fourni au Groupe de travail les documents suivants:

- Loi douanière, du 24 septembre 1993;
- Loi portant modification de la Loi douanière, du 1er décembre 1993;
- ~~Projet de loi sur le tarif douanier;~~
- Loi sur les relations extérieures, du 16 novembre 1993;
- Loi sur la concurrence, du 7 juillet 1993;
- Loi concernant les frontières de l'Etat, du 30 juin 1994;
- Loi concernant le budget de l'Etat (version modifiée du 20 avril 1994);
- Loi sur le budget des municipalités, du 28 juin 1993;
- Loi concernant les liens entre les budgets municipaux et le budget de l'Etat (version modifiée, du 2 février 1994);
- Loi concernant la privatisation, du 7 juillet 1993;
- Loi concernant l'exportation et le transit des biens stratégiques, du 21 avril 1994;
- Loi portant modification de la Loi concernant la Banque centrale de la République d'Estonie, du 20 avril 1994;
- Loi concernant les produits alimentaires, du 9 février 1995;
- Loi concernant les investissements étrangers;
- Statuts de l'Agence estonienne pour l'investissement étranger (9 mai 1994);
- ~~Loi sur les restrictions applicables au transfert de la propriété de biens immobiliers à des particuliers, Etats ou personnes morales étrangers;~~
- Loi sur les faillites, du 10 juin 1992;
- Loi concernant l'impôt, du 29 décembre 1993;
- Loi portant modification de la Loi concernant l'impôt, du 30 mars 1994;
- Loi concernant l'impôt sur le revenu, du 21 décembre 1993;
- Loi concernant l'impôt foncier, du 12 mai 1993;
- Loi concernant les impôts locaux, du 10 octobre 1994;
- Loi concernant la Banque centrale de la République d'Estonie, du 31 mai 1993;
- Loi concernant le droit d'accise sur les véhicules automobiles, du 8 février 1995;
- Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool (telle qu'elle a été modifiée en 1994);
- Loi concernant le droit d'accise sur le tabac (nouvelle version du 13 juillet 1994);
- Loi concernant les timbres fiscaux, du 28 mars 1994;
- Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée (version modifiée du 30 juin 1994);
- Loi concernant l'évaluation en douane, du 8 février 1995;
- ~~Loi concernant les marchés publics, du 1er janvier 1996;~~
- ~~Loi portant modification de la Loi du 1er janvier 1996 concernant les marchés publics;~~
- ~~Projet de loi concernant les marchés publics;~~
- Loi concernant le droit d'auteur, du 23 novembre 1992;
- Loi concernant les brevets, du 30 mars 1994;
- Loi concernant les modèles d'utilité, du 30 mars 1994;
- Loi concernant le marché des valeurs mobilières, du 14 juin 1993;
- Loi sur les assurances, du 18 novembre 1992;

- Aide-mémoire sur le système de contrôle des exportations;
- Règles d'origine dans les accords de libre-échange avec l'Union européenne, l'Ukraine et l'Accord de libre-échange trilatéral avec la Lettonie et la Lituanie;
- Règles d'origine dans les accords de libre-échange avec des pays de l'AELE (Norvège et Suisse);
- Code de commerce, mis à jour le 12 juin 1996;
- Loi sur la propriété, mise à jour le 8 octobre 1996;
- Loi sur l'emballage, du 3 mai 1995;
- Loi sur les produits médicaux, mise à jour le 15 octobre 1996;
- La Privatisation en Estonie (résumé);
- Renseignements sur le Fonds pour l'innovation;
- Comparaison entre l'ancienne et la nouvelle version de la Loi sur les produits alimentaires, concernant le contrôle des produits alimentaires en Estonie;
- Bulletins économiques.

Déclarations liminaires

4. Le représentant de l'Estonie a fait remarquer que depuis juin 1992, son pays avait le statut d'observateur auprès du GATT de 1947; il avait assisté, à ce titre, à la conclusion du Cycle d'Uruguay et il attendait avec beaucoup d'intérêt la mise en oeuvre des accords qui en étaient issus. L'Estonie avait adopté une série de lois et règlements qui constituaient des bases législatives solides. Son économie enregistrait une croissance soutenue. Elle était fondée sur un régime commercial libéral pour les produits agricoles et industriels et sur l'ouverture en matière d'investissement étranger et de change, ce qui stimulait la concurrence et l'esprit d'entreprise. La libéralisation du marché estonien était étayée par des engagements bilatéraux contraignants et mutuellement avantageux, contractés dans le cadre d'accords commerciaux en vue de l'ouverture des marchés et portant sur plus des deux tiers du commerce du pays. Des accords de libre-échange bilatéraux avaient été conclus avec la Lettonie, la Lituanie, les pays de l'AELE, l'Ukraine, la République tchèque, la République slovaque, l'Union européenne et la Slovaquie. L'Estonie avait aussi conclu, avec plusieurs autres pays, des accords commerciaux fondés sur les règles du GATT de 1947. S'étant conformée au code de conduite contenu dans ces règles, l'Estonie souhaitait accéder, en tant que membre à part entière, au GATT de 1947 et, dès son entrée en vigueur, à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, conclu à Marrakech - seul chaînon manquant dans sa politique commerciale. Elle comptait accéder en tant que pays développé au système commercial multilatéral défini dans l'Accord sur l'OMC, pleinement consciente de toutes les obligations et responsabilités que cela impliquait et prête à les assumer. Son accession à l'OMC devrait aussi être considérée dans l'optique plus générale de son intégration à l'Union européenne. Le représentant de l'Estonie a dit qu'il espérait qu'un processus de négociation actif débiterait prochainement et aboutirait, dans un avenir très proche, à l'accession de l'Estonie à l'OMC.

5. Les membres du Groupe de travail se sont félicités de la demande d'accession initiale de l'Estonie au GATT de 1947 et, après la conclusion du Cycle d'Uruguay, à l'Accord instituant l'OMC. La hausse des exportations et la progression de l'investissement étranger direct étaient les signes du relatif succès de la politique économique libérale de l'Estonie. Son accession à l'OMC lui permettrait de consolider sa petite économie ouverte dans un cadre multilatéral ainsi que de développer et d'accroître ses échanges commerciaux avec les Membres de l'OMC dans le monde entier. Les principes libéraux appliqués actuellement par l'Estonie l'aideraient aussi à respecter les obligations et les engagements découlant des Accords du Cycle d'Uruguay. Plusieurs membres ont donc exprimé l'espoir que la mise en place des conditions d'accès au marché des marchandises et des services se déroule promptement et ils ne doutaient pas que le Groupe de travail mènerait à bien ses travaux dans les meilleurs délais.

6. Le Groupe de travail a examiné la politique économique et le régime de commerce extérieur de l'Estonie et les dispositions à inclure éventuellement dans un projet de Protocole d'accession à l'OMC. Les ~~vues~~ ~~opinions~~ exprimées au cours des délibérations sont résumées ci-après dans les paragraphes 7 à 127 ~~7~~ à 115.

POLITIQUES ECONOMIQUES

Politique monétaire et budgétaire

7. Plusieurs membres du Groupe de travail ont posé des questions sur la composante fiscale des recettes publiques et sur la possibilité d'augmenter les recettes provenant des taxes sur les échanges, étant donné que les importants accords de libre-échange conclus par le pays représentaient une proportion considérable de son commerce extérieur.

8. En réponse, le représentant de l'Estonie a rappelé que, pour améliorer la compétitivité des branches de production nationales, son pays n'appliquait pas actuellement de droits d'importation ou d'exportation, en général. En 1996, les principales sources de recettes publiques étaient la taxe sur la valeur ajoutée (39,4 pour cent), l'impôt sur le revenu (39,2 pour cent) et les droits d'accise (12,9 pour cent). ~~Si, dans l'avenir, l'Estonie appliquait des droits d'importation, un traitement préférentiel ne serait accordé que dans le cadre d'accords de libre-échange, conformément à l'article XXIV du GATT de 1994. En 1995, les recettes publiques provenaient principalement de la taxe sur la valeur ajoutée (46,3 pour cent), de l'impôt sur le revenu (31,8 pour cent) et des droits d'accise (12,4 pour cent). L'Estonie confirmait que toutes les taxes, y compris l'impôt sur les bénéfices des sociétés, s'appliquaient~~

~~de façon uniforme aux produits et aux entreprises nationaux et étrangers. Si des modifications étaient apportées à son régime fiscal à l'avenir, elle continuerait d'observer le principe du traitement national.~~

Change et paiements

9. Certains membres du Groupe de travail ont demandé des informations à jour sur le régime de change de l'Estonie, notamment sur le mode de détermination du taux de change, la convertibilité, l'accès aux devises aux fins du commerce et des paiements et la **réten**tion des **conservation** d'avoirs en devises.

10. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'en tant que membre du Fonds monétaire international, son pays suivait des règles monétaires acceptées au niveau international. Depuis juin 1992, la couronne estonienne était rattachée au mark allemand au taux de change officiel de 8 couronnes pour 1 mark, avec une marge de fluctuation technique de 3 pour cent. Le régime de change fixe était stipulé par la Loi concernant la sécurité de la couronne estonienne. Toute dévaluation de la couronne devait être approuvée par le Parlement. Il a également dit que la Banque d'Estonie garantissait la liberté de change de la couronne en devises convertibles sur le territoire national, au taux officiel, pour les besoins courants des clients. Les devises non convertibles pouvaient être obtenues auprès des banques commerciales. Les dernières restrictions sur les opérations courantes avaient été levées en mars 1994, lorsque l'Estonie avait accepté les obligations découlant de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international. Les opérations en capital ne faisaient l'objet d'aucune restriction, mais l'exportation d'espèces et de titres devait faire l'objet d'une déclaration en douane.

Régime d'investissement

11. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la stratégie adoptée par l'Estonie pour attirer les investissements étrangers et appliquer des restrictions ou des conditions à l'investissement étranger, notamment dans les biens fonciers. Le représentant de l'Estonie a répondu qu'aucun programme de promotion spécifique n'était envisagé. Les investissements étrangers étaient encouragés par un régime libéral et non restrictif. L'Agence pour l'investissement étranger, créée en 1994, fournissait différents services aux investisseurs. En outre, des accords bilatéraux en matière de promotion et de protection des investissements avaient été conclus avec les pays suivants: Allemagne, Autriche, Benelux, Chine, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Israël, Lettonie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Ukraine. **Le représentant de l'Estonie** ~~H~~a ajouté que les procédures d'enregistrement des sociétés en Estonie ne faisaient une

distinction entre les investissements locaux et les investissements étrangers que dans six secteurs - mines, énergie et distribution du gaz et de l'eau, administration des voies navigables, des ports, des barrages et des structures analogues, transports ferroviaires et aériens, réseaux de télécommunication et de communication et commerce de détail des médicaments. Dans ces secteurs, les investisseurs étrangers devaient obtenir une "licence d'investissement" délivrée par le Ministère des finances, tandis que les investisseurs nationaux devaient être titulaires d'une "licence d'activité". Ces licences conféraient les mêmes droits, la seule différence étant qu'elles étaient délivrées par des organismes distincts. Les critères de délivrance étaient identiques pour les deux types de licence.

12. Le représentant de l'Estonie a ajouté que, dans les opérations de privatisation réalisées par l'émission de coupons, la majorité des parts était vendue à un noyau d'investisseurs, les actionnaires majoritaires (locaux ou étrangers) sélectionnés par voie d'appel d'offres. Ces investisseurs pouvaient alors prendre des engagements spécifiques en matière d'investissement et d'emploi minimum ("garanties de bonne exécution"). L'Agence pour la privatisation était chargée de veiller au respect des conditions contractuelles. Les garanties de bonne exécution n'étaient pas assorties de prescriptions relatives à l'apport local ou aux exportations.

13. Le représentant de l'Estonie a dit qu'une entreprise commerciale étrangère devrait avoir reçu, pour acheter des terres, l'autorisation des autorités locales qui serait délivrée seulement si une succursale de cette entreprise avait été inscrite au Registre national du commerce. Les non-résidents n'avaient pas le droit d'acquérir des terres dans les régions frontalières ni dans les îles estoniennes, à l'exception des quatre grandes îles (Saaremaa, Hiiumaa, Vormsi et Muhu). Cette acquisition y était subordonnée à une autorisation spéciale du gouvernement. Les non-résidents seraient autorisés à acheter des terres à condition que cet achat ne soit pas contraire aux intérêts de l'Etat ou des administrations locales ni à la sûreté de l'Etat.

14. ~~En ce qui concerne l'imposition des investissements étrangers, le~~ Le représentant de l'Estonie a déclaré que la ~~confirmé que son pays appliquait le traitement national en matière de fiscalité. La~~ Loi concernant l'impôt sur le revenu autorisait le report des pertes pendant cinq ans maximum. Les sociétés étrangères pouvaient rapatrier librement leurs bénéfices.

15. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays appliquait le traitement national en matière de fiscalité, et continuerait d'appliquer ce principe en cas de modifications du régime fiscal à l'avenir. Il a également confirmé que l'Estonie n'utilisait pas de mesures fiscales pour promouvoir les exportations ou améliorer les résultats à l'exportation. Le Groupe de travail a pris note de ces assurances.

Secteur nationalisé et privatisation

16. Certains membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur le déroulement du programme de privatisation de l'Estonie et sur les entreprises ou secteurs devant rester sous le contrôle de l'Etat. Des questions ont été posées aussi au sujet des relations entre l'Etat et la direction des entreprises, de l'application de la législation sur la concurrence aux entreprises d'Etat, des dispositions législatives concernant les faillites ou la liquidation d'entreprises et des fonds généraux ou exclusifs mis à la disposition des entreprises d'Etat. Un Membre a demandé un rapport détaillé sur les entreprises restant sous le contrôle de l'Etat, la nature des biens qu'elles consommaient, exportaient ou distribuaient ainsi qu'un rapport sur ce qui est prévu, le cas échéant, pour achever le processus de privatisation. Afin d'assurer une transparence totale, l'Estonie devrait tenir les Membres de l'OMC informés du progrès de la privatisation et faire régulièrement rapport sur l'évolution de la privatisation et de la réforme économique, conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

17. Le représentant de l'Estonie a dit qu'une entreprise était considérée comme privatisée lorsque la majorité de son capital-actions était détenue par le secteur privé. Selon cette définition, la totalité des exploitations agricoles étaient privatisées en janvier 1995 et plus de 90 pour cent des entreprises industrielles l'étaient en août de la même année. ~~et 70 pour cent environ des entreprises industrielles l'étaient en juillet de la même année. Au mois d'août 1996, la privatisation de plus de 90 pour cent des entreprises industrielles était achevée.~~ Ces privatisations avaient été réalisées dans le cadre de onze appels d'offres et les acquéreurs avaient donné des garanties en matière d'investissement et d'emploi. L'émission en souscription publique avait débuté au milieu de 1994; cette formule consistait à trouver un actionnaire majoritaire, local ou étranger. En 1996, la privatisation de grandes entreprises d'infrastructure était en préparation (la société exploitant les sociétés estoniennes exploitant l'énergie, les schistes bitumineux, les chemins de fer, le port de Tallinn et les télécommunications). Les chemins de fer et les centrales électriques devaient rester sous le contrôle de l'Etat. Par contre, la seule mine de schiste bitumeux du pays devait être privatisée ainsi que les sociétés de distribution d'électricité et les structures de services des dépôts ferroviaires. Ces entreprises seraient privatisées conformément à un programme établi en vertu du Décret du gouvernement n° 155-k du 20 février 1996.

18. Le représentant de l'Estonie a dit que certains avis d'appel d'offres n'avaient été publiés qu'en Estonie, mais les investissements étrangers n'avaient fait l'objet de restrictions que dans le cas des entreprises transformant les produits agricoles ou fournissant des services aux agriculteurs, lesquelles étaient passées sous le contrôle de sociétés coopératives. Il a ajouté que la Bourse de Tallinn avait été instituée le 31 mai 1996.

19. Répondant à plusieurs questions sur les conditions de nomination et de révocation des directeurs des entreprises d'Etat, le représentant de l'Estonie a dit que les membres du conseil d'administration et de la direction des entreprises d'Etat ou des sociétés par actions étaient nommés conformément aux statuts de la société ou par le Ministère de tutelle. Le Directeur général de l'entreprise pouvait être congédié par le conseil d'administration, dont les membres pouvaient eux-mêmes être révoqués par le gouvernement ou par le Ministère qui les avait nommés. Les dispositions de la Loi sur la concurrence, notamment les sanctions qu'elle prévoyait, s'appliquaient de la même façon aux entreprises privées et aux entreprises d'Etat. Depuis le 1er septembre 1995, les procédures de liquidation d'entreprises étaient énoncées dans le Code civil et dans le Code du commerce. Le représentant de l'Estonie a confirmé que les entreprises d'Etat étaient soumises aux conditions du marché et que leurs directeurs n'étaient pas des fonctionnaires. ~~[Il a également dit que les achats des entreprises d'Etat ne pouvaient pas être considérés comme des marchés publics.]~~ On ne pouvait pas non plus considérer que ces entreprises exerçaient des activités de commerce d'Etat, car elles ne bénéficiaient pas de privilèges exclusifs ni spéciaux au sens de l'article XVII du GATT de 1994. Elles n'étaient soumises à aucun contrôle de l'Etat et ne recevaient de ce dernier aucune directive concernant leurs activités. Leurs opérations n'étaient pas financées sur le budget de l'Etat. Les entreprises privées pouvaient bénéficier, au même titre que les entreprises publiques, des crédits accordés par des fonds d'Etat, comme par le Fonds de crédit à l'exportation, le Fonds de crédit agricole et rural, le Fonds de crédit aux petites entreprises et le Fonds ~~pour de crédit à l'innovation.~~

20. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays assurerait, dans le cadre des examens réguliers des politiques commerciales qui avaient lieu à l'OMC, la transparence de son programme de privatisation en cours et qu'il fournirait sur demande des renseignements supplémentaires conformément aux dispositions de l'OMC concernant les notifications et les consultations. ~~Le représentant de l'Estonie a assuré au Groupe de travail que la politique et les pratiques commerciales nationales soumises au mécanisme d'examen régulier de l'OMC seraient transparentes. Comme les statistiques n'avaient pas été établies en fonction des différentes formes de propriété des entreprises, l'Estonie n'était pas en mesure de faire régulièrement rapport sur l'état d'avancement de la privatisation.~~

~~21. Le représentant de l'Estonie a confirmé la volonté de son pays d'assurer la transparence de sa politique commerciale nationale dans le cadre des examens réguliers des politiques commerciales qui avaient lieu à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cette volonté.~~

Le Groupe de travail a pris note de cette assurance.

Politique des prix

21. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur le processus de libéralisation des prix en Estonie et sur l'étendue du contrôle des prix des biens et services encore en vigueur. Il a été demandé à l'Estonie d'indiquer les prix encore soumis à un contrôle, les produits visés par position du SH et les dispositions juridiques en vertu desquelles le contrôle était appliqué, ainsi que toute disposition prévoyant des impositions à la frontière qui augmentaient les prix des produits importés, en précisant dans quelles conditions devait s'exercer le contrôle des prix.

22. Le représentant de l'Estonie a confirmé que les prix de tous les biens et services, à l'exception de ceux de l'huile de schiste et de l'électricité, étaient déterminés librement, selon les lois du marché. Les prix fixés pour ces marchandises, applicables à compter du 1er juin 1996, figurent aux tableaux 1 et 2. Il a ajouté que les prix de l'huile de schiste et de l'électricité faisaient l'objet de programmes de déréglementation progressive et se rapprocheraient des niveaux des prix mondiaux, compte étant dûment tenu de l'équilibre entre la rentabilité requise du capital investi et les intérêts des consommateurs. Il a également noté que les producteurs actuels d'énergie, de chauffage et d'huile de schiste n'étaient pas des monopoles, puisqu'il n'était interdit à personne de se lancer dans des activités similaires en Estonie ou de proposer une solution valable pour l'ensemble du système énergétique de l'Estonie, y compris une réforme des prix. La Loi sur les prix de 1989 et le Décret n° 7 du Ministère des affaires économiques du 15 mai 1996 constituaient le fondement juridique du contrôle des prix. Les tarifs du chauffage et des transports locaux étaient réglementés dans une certaine mesure au niveau des communes.

23. Le représentant de l'Estonie a indiqué que son pays ne prévoyait pas de conditions qui pourraient amener à appliquer d'autres mesures de réglementation des prix que celles qui étaient déjà en vigueur pour l'électricité et l'huile de schiste, et qui ne s'appliquaient qu'aux opérations effectuées sur le marché intérieur ou à l'importation par l'intermédiaire d'*Eesti Energia* et d'*Eesti Põlevkivi*. Le représentant de l'Estonie a confirmé que si de telles conditions venaient toutefois à se matérialiser, la réglementation serait compatible avec les règles de l'OMC.

Tableau 1

Prix de l'électricité (depuis le 1er juin 1996)

Groupe de consommateurs	Variantes de paiement	Charge de capacité EK/kW par mois	Charge de consommation EK/A par mois	Energie active			Energie réactive		
				Prix de base senti/kWh*	Prix en senti/kWh par tranche horaire*		Consommation senti/kvarh	Envoi sur le réseau senti/kvarh*	
					Jour 7h.00-12h.00	Jour 12h.00-23h.00			Nuit
I. Consommateur ayant une capacité de 400 kW ou plus pour une sous-station ou une unité de système de mesure	A. Voltage de 110 kV ou plus au point de raccordement	51,00	-	27,6	31,2	29,6	19,4	3,8	7,6
					30,4	30,4			
	B. Voltage au point de raccordement de 6 à 35 kV	56,00	-	30,8	34,6	32,8	21,6	4,3	7,6
					33,7	33,7			
	C. Voltage au point de raccordement inférieur à 6 kV	61,00	-	33,5	37,8	35,8	23,6	5,0	7,6
					36,8	36,8			
II. Consommateur ayant une capacité de 400 kW ou plus pour une sous-station ou une unité de distribution. Au choix du consommateur A, B ou C	A. Voltage inférieur à 6 kV au point de raccordement	-	monophasé 2,50	37,7	42,6	40,4	24,7	5,0	7,6
			triphasé 7,50		41,5	41,5			
	B. Voltage inférieur à 6 kV au point de raccordement	-	-	48,6	53,5	53,5	33,0	5,0	7,6
	C. Voltage de 6 à 35 kV au point de raccordement	-	-	43,2	47,5	47,5	30,5	4,3	7,6
III. Revendeur		-	7,00	C	C+ 2,0	C+ 2,0	0,61C	4,1	6,8
IV. Ménages		-	-	38,1/45,0	38,1/45,0	38,1/45,0	18,6/22,0	-	-
V. Consommateur sans mesurer	A. (monophasé)	-	53,00	-	-	-	-	-	-
	B. (biphasé)	-	159,00	-	-	-	-	-	-
VI. Consommateurs de nuit, régulateurs de consommation de 100 kW ou plus	A. Voltage au point de raccordement de 6 kV ou plus	-	3,00	-	-	-	19,3	4,3	7,6
	B. Voltage au point de raccordement inférieur à 6 kV	-	3,00	-	-	-	22,4	5,0	7,6

*1 couronne estonienne = 100 senti.

Tableau 2

Prix de l'huile de schiste (depuis le 1er juin 1996)

	Qualité	MJ/kg	Prix pour un client régulier EK/t	Prix pour des clients sans contrat EK/t
1.	PK	plus de 11,51	68,93	98,43
2.	1PK	plus de 10,97	68,07	97,21
3.	2PK	10,26-10,97	67,12	95,86
4.	3PK	9,59-10,25	66,27	94,65
5.	4PK	8,54-9,58	65,33	93,03
6.	P	plus de 9,21	64,40	92,00
7.	1P	plus de 8,79	63,55	90,78
8.	2P	7,79-8,79	62,68	89,55
9.	3P	7,29-7,78	61,74	88,23
10.	4P	6,28-7,28	60,88	87,00
11.	5P	6,07-6,27	59,96	85,67

24. Le représentant de l'Estonie a confirmé que les prix des biens et services ne seraient soumis à aucun contrôle. ~~Le représentant de l'Estonie a confirmé que les prix des biens et services étaient déterminés librement selon les lois du marché dans tous les secteurs à l'exception de ceux qui étaient mentionnés au paragraphe 21. Il a ajouté que les prix ne seraient soumis à aucun contrôle.~~ Il a confirmé que l'Estonie appliquerait ~~désormais~~ ces contrôles d'une manière qui soit compatible avec les règles de l'OMC, ~~dès son accession, sans avoir recours à une période de transition et tiendrait en tenant compte~~ des intérêts des Membres exportateurs, comme le prévoit l'article III.9 du GATT de 1994. L'Estonie publierait alors dans le Journal officiel, *Riigi Teataja*, toute liste de biens et de services soumis à un contrôle, ainsi que toute modification relative au contrôle actuel des prix de l'huile de schiste et de l'électricité. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Politique en matière de concurrence

25. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur la politique de la concurrence de l'Estonie, notamment sur les dispositions de la Loi sur la concurrence interdisant les pratiques commerciales déloyales et habilitant l'Office de la concurrence à autoriser la conclusion d'accords limitant la concurrence.

26. En réponse, le représentant de l'Estonie a dit que la Loi sur la concurrence de 1993 proscrivait les pratiques commerciales déloyales et, en particulier, celles qui relevaient des six catégories suivantes:

- i) publicité mensongère;
- ii) utilisation incorrecte de la désignation d'une entreprise, d'une marque de commerce ou de fabrique ou d'autres signes distinctifs;
- iii) dénigrement d'un concurrent ou de ses produits;
- iv) violation du secret commercial;
- v) obtention de préférences ou d'une influence par l'utilisation du personnel d'autres entreprises intervenant sur le marché;
- vi) pratiques illégales visant à restreindre ou à favoriser la vente de biens et de services.

Des dispositions concernant l'abus d'une position dominante sur le marché et les ententes et pratiques concertées limitant la concurrence étaient entrées en vigueur, respectivement, le 1er octobre 1993 et le 1er janvier 1994. L'Office national de la concurrence avait été créé en décembre 1993, sous l'autorité du Ministère des finances. Dans ses décisions, il donnait toujours la priorité aux intérêts des consommateurs. La surveillance des banques et des compagnies d'assurance était confiée à un autre organisme d'Etat. ~~En cas de conflit entre les dispositions de la Loi sur la concurrence et celles d'un accord international ratifié par le Parlement, ces dernières prévaudraient. Dès son entrée en vigueur, l'Accord sur l'OMC serait considéré comme un accord international.~~

CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES

27. Le représentant de l'Estonie a déclaré qu'en vertu de la Constitution, le "Riigikogu" (Parlement), le Président de la République, le gouvernement et les tribunaux judiciaires exerçaient leurs activités conformément aux principes de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs. Le pouvoir législatif était exercé par le "Riigikogu", le pouvoir exécutif par le gouvernement de la République et la justice ne pouvait être rendue que par les tribunaux qui exerçaient leurs activités de façon indépendante conformément à la Constitution et aux lois. Les principales entités gouvernementales responsables de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques affectant le commerce extérieur étaient le Ministère des affaires économiques, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère des finances, le Ministère de l'agriculture et le Ministère des transports et des communications. Tous les problèmes locaux étaient gérés et résolus par les autorités locales - les communes et les cités - qui agissaient en toute indépendance. L'organe représentatif des autorités locales était le conseil, élu pour trois ans au cours d'élections libres.

28. Le représentant de l'Estonie a déclaré qu'en cas de conflit entre la loi estonienne ou d'autres textes législatifs estoniens et des traités internationaux ratifiés par le Parlement *Riigikogu*, ces derniers prévaudraient. L'Accord sur l'OMC serait considéré comme un traité international. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'aucune entité infranationale n'avait de pouvoir autonome en matière de subventions, fiscalité, politique commerciale ou autre mesure concernant les importations et les exportations. Le Groupe de travail a pris note de ces assurances.

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Droits commerciaux

29. Le représentant de l'Estonie a indiqué que le Code du commerce, entré en vigueur le 1er septembre 1995, avait remplacé la Loi sur les entreprises. Le Code définissait cinq catégories de sociétés (sociétés de personnes, sociétés en commandite simple, sociétés à responsabilité limitée, sociétés en commandite par actions et sociétés coopératives), en plus de l'entreprise individuelle privée. Il a indiqué ~~indiquait~~ les procédures à suivre pour établir une succursale ~~d'une société~~ étrangère en Estonie. Le Registre du commerce était ~~tenu conservé~~ par les tribunaux municipaux. Les entreprises établies en vertu de la législation antérieure qui ne satisfaisaient pas aux prescriptions du Code du commerce devaient être restructurées ou liquidées avant le 1er septembre 1997. Des normes de fonds propres obligatoires plus strictes seraient appliquées à compter du 1er septembre 1999. Le Code du commerce ne contenait aucune disposition incompatible avec le principe du traitement national; toutes ses dispositions s'appliquaient de la même façon aux entreprises étrangères et aux entreprises nationales.

30. Le représentant de l'Estonie a confirmé que le monopole public du commerce extérieur avait été abrogé et que le droit d'importer des biens et services sur le territoire estonien ou de les en exporter ne faisait l'objet d'aucune restriction qui ne soit pas prévue dans les Accord de l'OMC, que ce soit pour les ressortissants nationaux ou pour les étrangers. Il a également confirmé que les entreprises pouvaient sans restriction procéder à des importations et des exportations dans le secteur dans lequel elles étaient enregistrées, et que les critères généraux d'inscription au Registre du commerce étaient définis dans le Code du commerce publié dans le Journal officiel *Riigi Teataja*. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Négociations sur l'accès au marché

31. Le représentant de l'Estonie a présenté, en avril 1995, une offre initiale pour les négociations sur l'accès au marché des marchandises et, en août 1995, une offre générale révisée pour les négociations sur l'accès au marché des marchandises. ~~Une offre relative au soutien interne et aux subventions à l'exportation en agriculture a été communiquée aux membres du Groupe de travail en septembre 1995.~~ Plusieurs membres ont engagé des négociations sur l'accès aux marchés avec l'Estonie. Les engagements ~~concessions concernant les biens importés et exportés et les engagements dans le domaine de l'agriculture~~ convenus entre l'Estonie et les membres du Groupe de travail figurent en annexe au Protocole d'accession de l'Estonie qui est reproduit dans l'Appendice du présent rapport. Comme l'indiquent les conclusions de ce rapport, le Groupe de travail a pris note des engagements de l'Estonie en matière d'accès aux marchés.

1. Réglementation concernant les importationsTarif douanierDroits de douane

32. Notant que l'absence de tarif douanier était la preuve de l'attachement de l'Estonie à la liberté des échanges, certains membres du Groupe de travail ont noté avec satisfaction les résultats positifs de sa politique de libre-échange, espérant que l'Estonie poursuivrait cette politique saine et tournée vers l'avenir. Certains membres ont demandé des précisions sur les droits de douane imposés, sur les critères d'application des taux nuls et des autres taux. Un membre s'est déclaré préoccupé par les intentions de l'Estonie à cet égard et a demandé des éclaircissements, notant que les autorités estoniennes avaient rédigé un projet de loi sur le tarif douanier ~~mais que ce projet n'avait bien que~~ ~~ce projet n'ait pas encore été adopté, de toute évidence.~~ ~~Faisant observer que les négociations sur l'accès au marché ne pourraient pas avancer tant que les membres du Groupe de travail n'auraient pas examiné ce texte, ce~~ Ce membre a demandé que le projet de loi soit communiqué au Groupe de travail pour examen et observations.

33. Le représentant de l'Estonie a dit qu'il n'avait pas été nécessaire, jusqu'à présent, d'imposer des droits de douane car les prix des produits locaux ~~n'avaient pas encore atteint devaient atteindre~~ le niveau approximatif des prix internationaux. Il a affirmé que son pays demeurerait attaché à la liberté des échanges, mais qu'il souhaitait se réserver le droit d'imposer des droits de douane à l'avenir en

se conformant pleinement aux concessions qu'elle avait accordées et aux engagements qu'elle avait pris en tant que Membre de l'OMC. La consolidation des droits à un taux plafond permettrait à l'Estonie de disposer des mêmes possibilités de réglementation du commerce extérieur que ses principaux partenaires commerciaux. ~~L'Estonie souhaiterait donc consolider ses droits à des niveaux comparables aux niveaux moyens appliqués par les Membres de l'OMC, conformément aux accords et aux engagements relatifs à l'accès au marché découlant du Cycle d'Uruguay.~~ Le représentant de l'Estonie a ajouté que son gouvernement n'avait pas actuellement l'intention d'imposer d'autres droits que ceux qui concernaient l'importation de fourrures (16 pour cent), de scooters nautiques, de petites embarcations et de motoneiges (10 pour cent) et l'exportation de voitures d'époque présentant une valeur culturelle (100 pour cent), conformément au Décret du gouvernement n° 200 du 10 juillet 1993. Le projet de loi sur le tarif douanier a été fourni au Groupe de travail à sa sixième session.

[34. Le représentant de l'Estonie a dit que son gouvernement présenterait au plus tôt le projet de loi sur le tarif douanier à l'OMC et prenait l'engagement de faire en sorte que cette loi ~~la Loi sur le tarif douanier~~ soit conforme aux règles de l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.] ~~Au cas où d'autres instruments juridiques seraient nécessaires, l'Estonie a pris l'engagement de les mettre en oeuvre en conformité avec les règles de l'OMC. Le représentant de l'Estonie a ajouté que la rédaction de la Loi sur le tarif douanier se poursuivait et qu'un groupe spécial d'experts avait été créé pour y mettre la dernière main. L'Estonie fournirait dès que possible une traduction de ce projet de loi. Cependant, comme il n'y avait pas de droits de douane importants en Estonie, son gouvernement ne pouvait pas prendre l'engagement que cette loi compterait parmi ses priorités absolues. Il était impossible de prévoir quand le Parlement estonien adopterait cette loi.~~

Autres droits et impositions

35. Le représentant de l'Estonie a déclaré que son pays ne percevait ni droits ni impositions sur les importations autres que ~~des droits de douane~~ ~~les droits~~ proprement dits et ~~des redevances~~ ~~impositions~~ pour services rendus. Il a confirmé que l'Estonie avait consolidé à zéro tous les droits de douane proprement dits cités à l'article II.1 b) du GATT de 1994 (voir annexe). ~~Il a confirmé que l'Estonie consoliderait à zéro tous les droits et impositions, autres que les droits de douane proprement dits, énumérés dans la liste concernant les marchandises annexée à son Protocole d'accession, conformément à l'article II.1 b) du GATT de 1994.~~ Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Droits et impositions pour services rendus

36. Notant que l'Estonie ~~avait appliqué~~ ~~appliquait~~ une taxe *ad valorem* sur les opérations de dédouanement, plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé si le niveau révisé de cette redevance correspondait au coût approximatif des services rendus, conformément à l'article VIII du GATT de 1994. Il a été également demandé à l'Estonie de fournir des précisions sur les exemptions concernant cette redevance.

37. Le représentant de l'Estonie a informé le Groupe de travail qu'à compter du 1er avril 1995 la taxe pour formalités douanières de 0,5 pour cent avait été remplacée par un droit forfaitaire ~~sur les déclarations en douane, droit~~ perçu par l'Office national des douanes ~~pour chaque déclaration en douane~~. Il a confirmé que ~~cette~~ ~~la~~ redevance fixe de 200 EK par déclaration d'importation ou d'exportation, destinée à financer le coût des formalités douanières, ~~était~~ ~~était une redevance sur les déclarations en douane~~ et l'unique redevance ou imposition pour services rendus actuellement en vigueur.

38. Le représentant de l'Estonie a dit que cette redevance, ~~destinée exclusivement à~~ ~~n'était destinée~~ ~~qu'à couvrir le coût des formalités douanières,~~ n'avait représenté qu'environ 1,42 pour cent ~~et représentait environ 8,4 pour cent de l'ensemble des recettes perçues par les douanes estoniennes en de janvier à septembre 1996~~. Les autres recettes provenaient des droits d'accise (16,98 pour cent), de la taxe sur la valeur ajoutée (81,28 pour cent) ~~(91,6 pour cent)~~ et des droits de douane (0,01 ~~0,1~~ pour cent). Cette redevance était perçue sur ~~toutes~~ les importations, ~~quelle qu'en soit la provenance,~~ ~~de tous les partenaires commerciaux~~ mais ~~non~~ ~~ne l'était pas~~ sur le trafic en transit ni sur les biens en entrepôts de douane, les biens déclarés par les personnes physiques ou les déclarations préliminaires. En étaient également exemptés: les marchandises à usage officiel des représentations diplomatiques étrangères, des représentations consulaires ou des organisations internationales; les publications et supports d'information adressés aux bibliothèques; l'aide économique irrécouvrable et l'aide humanitaire parvenant à la Croix-Rouge estonienne.

39. Le représentant de l'Estonie a confirmé que ~~le droit forfaitaire~~ ~~la redevance~~ sur les déclarations en douane décrite aux paragraphes 37 et 38 ~~33 et 34~~ était ~~perçu~~ ~~appliquée~~ sans discrimination ~~sur les~~ ~~aux~~ échanges avec tous les partenaires commerciaux de son pays. Il a également confirmé qu'~~après son à compter de la date d'accession,~~ l'Estonie ne rétablirait pas de redevance *ad valorem*. ~~Le droit~~ ~~La redevance~~ sur les déclarations en douane serait appliquée conformément aux obligations découlant de l'Accord sur l'OMC et, en particulier, des articles VIII et X du GATT de 1994. ~~Son~~ ~~Le~~ montant ~~de la redevance perçue~~ ne dépasserait pas le coût des formalités liées aux différentes déclarations

d'importation et d'exportation; les recettes provenant de ce droit ~~cette redevance~~ serviraient exclusivement à financer ces formalités et ~~les recettes annuelles totales provenant du recouvrement de cette redevance~~ n'excéderaient pas, sur l'année, le coût des opérations douanières pour lesquelles il serait perçu ~~concernant les biens soumis à redevance~~. Le représentant de l'Estonie a confirmé que le produit de ce droit n'était pas utilisé pour financer les opérations douanières concernant les importations exemptées du droit. Des informations sur l'application et le montant du droit ~~de la redevance~~, les recettes perçues et leur utilisation seraient fournies aux Membres de l'OMC à leur demande. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Application de taxes intérieures aux importations

Droits d'accise

40. Plusieurs membres du Groupe de travail ont fait remarquer que les taux des droits d'accise frappant certains produits du tabac et certaines boissons alcooliques n'étaient pas les mêmes selon que ces produits étaient d'origine nationale ou importés. Ils ont demandé à l'Estonie de supprimer toutes les mesures incompatibles avec l'article III du GATT de 1994. Certains membres se sont aussi interrogés sur la conformité du droit d'accise perçu sur les automobiles avec les dispositions des articles III, VII et VIII du GATT de 1994 et avec celles de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et ils ont demandé des précisions sur le nouveau régime fiscal. Il a été également demandé à l'Estonie de fournir des précisions sur les exemptions du droit d'accise. Certains Membres ont exprimé l'avis que ~~Un Membre a exprimé l'avis selon lequel~~ les exemptions du droit d'accise dont bénéficiaient les petits producteurs nationaux de bière (dont la production annuelle ne dépasse pas 5 000 décalitres) et de vin (dont la production annuelle n'excède pas ~~100 4-000~~ 100 décalitres) et l'exemption du droit d'accise sur les véhicules automobiles d'occasion appliquée aux automobiles dont les propriétaires sont estoniens étaient incompatibles avec la disposition de l'article III du GATT de 1994 relative au traitement national. Selon eux ~~lui~~, l'Estonie devrait modifier sa législation sur le droit d'accise pour la rendre conforme audit article.

41. Le représentant de l'Estonie a indiqué les taux de droit d'accise appliqués en 1996 au tabac, aux produits pétroliers, à l'alcool et aux véhicules automobiles (tableaux 3 et 4). Ces taux étaient considérés optimaux ~~Leur niveau était jugé optimal~~ et l'Estonie n'envisageait pas de l'abaisser lorsqu'elle accèderait à l'OMC. (*Texte déplacé aux paragraphes 42 et 43.*) Le droit d'accise de 16 pour cent sur la fourrure et les articles en fourrure, qui frappait exclusivement les producteurs nationaux, avait été supprimé.

42. Le représentant de l'Estonie a fait savoir qu'à la suite de la modification de la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, ce droit s'appliquait uniformément à la bière de production nationale et à la bière importée depuis le 1er décembre 1996. ~~Conformément aux modifications apportées à la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, les taux appliqués à la bière d'origine nationale et à la bière importée seraient uniformisés le 1er décembre 1996.~~ Les petites brasseries (celles ~~Cependant,~~ les petits producteurs de bière (brasseurs dont la production annuelle ne dépassait pas 300 000 décalitres) bénéficiaient toutefois d'un taux de réduit dans le cadre des mesures de ~~étaient soumis à un taux de droit d'accise inférieur aux fins du~~ développement régional. Ces petits producteurs ne représentaient que 9 pour cent du marché estonien de la bière. Le taux réduit s'appliquerait également à la bière d'importation, à condition que le brasseur fournisse la documentation suivante: 1) raison sociale, adresse officielle, adresse postale et numéro de téléphone de l'entreprise; 2) production de l'année précédente; 3) nom, domicile, adresse postale et numéro de téléphone, titre et signature autographe de la personne responsable; et 4) date.

43. Le représentant de l'Estonie ~~L'Estonie~~ a confirmé que des exemptions étaient prévues dans la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, au profit des très petits producteurs dont la production annuelle de bière ou de vin ne dépassait pas 5 000 et 100 décalitres, respectivement. Ces exemptions étaient nécessaires ~~pour maintenir les~~ ~~au maintien de~~ traditions nationales dans les régions rurales d'Estonie. ~~Ces toutes petites quantités de bière et de vin Cette bière et ce vin produits en quantités si petites~~ étaient consommées localement dans une zone très limitée. Ces exemptions étaient considérées comme des mesures de développement régional. La production de ces brasseries et établissements vinicoles n'était pas importante par rapport à la production nationale totale de bière et de vin.

44. Le représentant de l'Estonie a ajouté que les droits d'accise sur les boissons alcooliques ne s'appliquaient pas aux alcools produits en Estonie et exportés directement ou via un entrepôt de douane par le fabricant, ~~à l'avitaillement des~~ ~~aux provisions destinées aux~~ navires ou ~~aux~~ avions voyageant à l'étranger, aux importations temporaires de quantités limitées d'alcool par des personnes morales étrangères aux fins de foires et d'expositions, à l'alcool destiné à être enregistré dans la banque de données des marques d'alcool, ~~non plus ainsi qu'à l'alcool importé pour permettre l'exercice de fonctions officielles dans le cadre du statut diplomatique.~~ Le ~~taux du~~ droit d'accise sur les vins était différent ~~s'appliquait différemment~~ selon qu'il s'agissait d'importations en vrac ou en bouteille afin d'encourager la mise en bouteille et le conditionnement ultérieur en Estonie. ~~Cependant, le taux le plus élevé était appliqué aux ventes de vins mis en bouteille dans le pays.~~ Pour le vin en bouteille, ce droit s'élevait à 15,60 EK par litre (pour les vins titrant plus de 15 pour cent en volume) ou à 10,40 EK par litre (pour les autres vins); pour le vin en vrac, il était de 12,50 ou 8,00 EK, selon le titre. Pour éviter

la double imposition des vins en vrac importés, le droit perçu sur les importations en vrac était déduit du montant perçu sur les vins mis en bouteille dans le pays.

45. Le représentant de l'Estonie a précisé que le droit d'accise était libellé en couronnes estoniennes par litre, selon la teneur en alcool absolu (par exemple, pour la vodka (qui titre 40 pour cent en volume) il était de $1,15 \text{ EK} \times 40 = 46 \text{ EK}$ par litre); il s'appliquait à l'alcool vendu, échangé, cédé gratuitement, ou destiné à l'autoconsommation. Les producteurs nationaux payaient le droit trois fois par mois (le troisième jour de chaque décade) à la perception locale, sur la base de leurs ventes de la décade précédente. Les importateurs devaient s'acquitter du droit d'accise lors de l'importation, avant que le produit ne soit mis sur le marché en Estonie. ~~L'alcool importé était taxé à l'importation alors que les fabricants estoniens payaient la taxe en cas de vente, d'échange, de cession gratuite ou de consommation pour usage personnel.~~

Tableau 3
Droits d'accise en Estonie

Position, sous-position	Description des produits	Taux (en couronnes estoniennes (EK))	
2203 00 011 2203 00 091 2203 00 101	1) Bière Titrant jusqu'à 4,7 pour cent en volume dans le cas d'une production annuelle jusqu'à 300 000 décalitres: plus de 300 000 décalitres	1,50* 2,00*	2,00* 2,50
2203 00 019 2203 00 099 2203 00 909	2) Bière Titrant plus de 4,7 pour cent en volume dans le cas d'une production annuelle jusqu'à 300 000 décalitres: plus de 300 000 décalitres	2,00* 2,50*	2,50* 3,00*
	5. Bière importée:		Après le 1er décembre 1996, il n'y aura aucun droit d'accise séparé sur la bière d'importation. Le même taux s'appliquera aux bières d'origine locale et aux bières importées.
2203 00 019 2203 00 099 2203 00 909	1) Titrant jusqu'à 4,7 pour cent en volume	6.00*	
2203 00 001 2203 00 091 2203 00 901	2) Titrant plus de 4,7 pour cent en volume	9.00*	

Position, sous-position	Description des produits	Taux (en couronnes estoniennes (EK))
2204 10 110 - 2204 21 101, 2204 21 110 - 2204 21 840, 2204 29 105, 2204 29 129, 2204 29 139, 2204 29 179, 2204 29 189, 2204 29 429, 2204 29 439, 2204 29 449, 2204 29 469, 2204 29 479, 2204 29 489, 2204 29 589, 2204 29 629, 2204 29 649, 2204 29 659, 2204 29 719, 2204 20 729, 2204 29 759, 2204 29 819, 2204 29 829, 2204 29 839, 2204 29 849, 2205 10 101, 2205 90 103.	3.1- Vins mousseux et autres vins de raisins frais titrant jusqu'à 15 pour cent en volume	10,40*
2204 29 101, 2204 29 121, 2204 29 131, 2204 29 171, 2204 29 181, 2204 29 421, 2204 29 431, 2204 29 441, 2204 29 461, 2204 29 471, 2204 29 481, 2204 29 581, 2204 29 621, 2204 29 641, 2204 29 651, 2204 29 711, 2204 29 721, 2204 29 751, 2204 29 811, 2204 29 821, 2204 29 831, 2204 29 841, 2205 90 101.	- vins de raisins frais en vrac	8,00*
2204 21 109, 2204 21 870 - 2204 21 990, 2204 29 109, 2204 29 879, 2204 29 889, 2204 29 899, 2204 29 919, 2204 29 929, 2204 29 939, 2204 29 949, 2204 29 959, 2204 29 969, 2204 29 979, 2204 29 989, 2204 29 999, 2205 10 109-2205 10 900, 2205 90 109, 2205 90 902.	4.2- Vins mousseux et autres vins de raisins frais titrant plus de 15 pour cent en volume	15,60*
2204 29 103, 2204 29 871, 2204 29 881, 2204 29 891, 2204 29 911, 2204 29 921, 2204 29 931, 2204 29 941, 2204 29 951, 2204 29 961, 2204 29 971, 2204 29 981, 2204 29 991, 2205 90 105, 2205 90 901.	- vins de raisins frais en vrac	12,50*
2206 00 100-2206 00 510 2206 00 591	5.3- Autres boissons fermentées (cidre, vins de baies, etc.) et leurs mélanges:	4,90*
2206 00 810 2206 00 891	1) titrant jusqu'à 15 pour cent en volume	4,90*
2206 00 592 2206 00 892	2) titrant plus de 15 pour cent en volume	6,50*
2207 10 009 ex 2207 10 000 2208 2106 90 200 3302 10 100	6.4- Autres alcools	1,15**

Position, sous-position	Description des produits	Taux (en couronnes estoniennes (EK))	
ex 2207 10 000 ex 2208 90 910 ex 2208 90 990	7.5. Alcool rectifié utilisé en médecine, pharmacie, médecine vétérinaire, à des fins scientifiques ou d'études, ou en parfumerie	0,20**	
* Par litre.			
** Par 1 pour cent en volume d'alcool absolu par litre.			
Bière		Jusqu'au 1.12.96 (EK)	A partir du 1.12.96 (EK)
Carburants			
2710 00 271, 2710 00 272 2710 00 290, 2710 00 320 2710 00 341, 2710 00 342 2710 00 343, 2710 00 344	Essence	1,80 par litre 1,20 par litre	
2710 00 360, 2710 00 660 2710 00 671, 2710 00 681 2710 00 691	Carburant diesel	0,75 par litre	
2710 00 510, 2710 00 260 2710 00 370	Essence pour l'aviation	2,30 par litre 1,50 par litre 1,10 par litre	
2711 12 940, 2711 12 970 2711 13 910, 2711 13 970 2711 12 960 2711 12 980, 2711 13 910 2711 13 930, 2711 13 980	Gaz liquide employé comme carburant pour moteur	0,75 par litre	
2711 21 000	Gaz comprimé employé comme carburant pour moteur	1,10 par m ³ 0,75 par m³	
2710 00 871	Huile pour moteur	0,20 par litre 0,15 par litre	
Produits du tabac			
2402 20	Cigarettes à bout filtre	3*	
2402 20	Cigarettes sans filtre	3*	
2402 20	Cigarettes russes	3*	
2402 10 001	Cigarillos	3*	
2402 10 009	Cigares	3**	
2403 10	Tabac à fumer	3***	
2403 99 100	Tabac à priser	3***	
2403 99 100	Tabac à mâcher	3***	
ex2403 99 900 2402 90 000, 2403 99 900	Autres produits du tabac	3***	
* Jusqu'à 20 cigarettes ou cigarillos; un paquet contenant de 21 à 40 cigarettes ou cigarillos porte deux timbres fiscaux, etc.			
** Pour un cigare.			
*** Produits du tabac pesant jusqu'à 50 grammes; un paquet contenant de 51 à 100 grammes d'un produit du tabac porte deux timbres fiscaux, etc.			

46. Le représentant de l'Estonie a ~~indiqué~~ ~~dit~~ que la Loi sur le droit de timbre avait institué des timbres fiscaux délivrés par l'Administration fiscale sans frais supplémentaires et ~~établi la délivrance par l'administration fiscale, sans frais supplémentaires, de timbres fiscaux~~ attestant le paiement des taxes sur les produits assujettis au droit d'accise; cette disposition ne concernait actuellement que les produits du tabac importés et produits localement. Ainsi, le droit d'accise était de 3 EK par paquet de 20 cigarettes. Les entreprises nationales en versaient le montant à la perception locale trois fois par mois, tandis que les importateurs devaient payer ce droit avant que les produits du tabac ne puissent être mis sur le marché en Estonie. Le représentant de l'Estonie a confirmé que les ~~Les~~ droits perçus sur les produits du tabac avaient été uniformisés le 1er janvier 1996 par le relèvement du taux intérieur jusqu'au niveau du taux à l'importation.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

47. A propos de la taxation des véhicules automobiles, un membre a dit que l'exemption du droit d'accise sur les véhicules automobiles d'occasion dont bénéficiaient les automobiles d'occasion appartenant à des Estoniens était incompatible avec l'article III du GATT de 1994 et devait faire l'objet d'une mise en conformité. ~~En réponse, le~~ Le représentant de l'Estonie a répondu que ~~s'est référé à~~ la Loi concernant le droit d'accise sur les véhicules automobiles, entrée en vigueur le 1er avril 1995. ~~Aux termes de cette loi,~~ avait remplacé la taxe à l'importation de 10 pour cent, qui devait être acquittée par les personnes morales sur la base de la facture d'origine, et par les personnes physiques sur la base d'un tableau d'évaluation destiné à éviter la fraude, ~~avait été remplacée~~ par un droit fixe, dont le taux était fonction de l'âge et de la cylindrée du véhicule. En vertu de cette loi, le droit d'accise était appliqué aux véhicules automobiles importés et à ceux qui étaient fabriqués en Estonie. Aucun véhicule automobile n'était fabriqué en Estonie si l'on exceptait l'assemblage ~~d'un petit nombre d'autocars de bus par petites quantités.~~ Il n'y avait pas actuellement de vente de véhicules automobiles neufs ou d'occasion fabriqués localement. Conformément à la loi, s'il existait des entreprises de construction automobile, elles paieraient le droit d'accise lors de la vente, de l'échange, de la cession gratuite ou de la consommation de ces véhicules pour leur propre usage; quant aux autocars, ils étaient exemptés. ~~La revente de ces véhicules et des véhicules automobiles importés n'était pas soumise aux droits d'accise.~~ L'Estonie considérait que la Loi concernant le droit d'accise sur les véhicules automobiles était conforme à l'article III du GATT de 1994 car les véhicules automobiles importés bénéficiaient d'un traitement aussi favorable que ceux qui étaient fabriqués dans le pays. Ce droit était versé par l'importateur ~~lors de~~ à l'importation et par les fabricants estoniens lors de la vente des véhicules.

48. Le représentant de l'Estonie a dit que tous les véhicules automobiles neufs et d'occasion importés dans son pays étaient soumis au droit d'accise. Le premier propriétaire d'un véhicule automobile en Estonie était redevable de ce droit, qui était répercuté sur le prix payé par les propriétaires suivants sur le marché intérieur. Le droit d'accise avait été conçu pour encourager l'importation de véhicules modernes. Il n'était pas perçu lors de la revente des véhicules d'occasion non plus que lors de la revente des véhicules importés. Le représentant de l'Estonie a fait observer que si le droit d'accise était perçu sur les véhicules d'occasion, cela reviendrait à une double imposition. L'exemple figurant au tableau 4 indiquait comment les droits d'accise sur les automobiles étaient calculés.

Tableau 4

Véhicules automobiles

Position, sous-position	Description des produits	Taux du droit (EK)
1. Droit d'accise basé sur la cylindrée des véhicules automobiles		
8703	Voitures et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n° 8702), y compris les voitures du type "break" et les voitures de course:	
8703 10	Véhicules spécialement conçus pour se déplacer sur la neige; voitures pour terrains de golf et véhicules similaires	1 EK/cm ³
	Autres véhicules à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles d'une cylindrée:	
8703 21	Ne dépassant pas 1 000 cm ³	1 EK/cm ³
8703 22	Comprise entre 1 000 et 1 500 cm ³	1 EK/cm ³
8703 23	Comprise entre 1 500 et 3 000 cm ³	1 EK/cm ³
8703 24	Supérieure à 3 000 cm ³	3 EK/cm ³
	Autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) d'une cylindrée:	4 EK/cm³
8703 31	Ne dépassant pas 1 500 cm ³	1 EK/cm ³
8703 32	Comprise entre 1 500 et 2 500 cm ³	1 EK/cm ³
8703 33	Supérieure à 2 500 cm ³	1 EK/cm ³
8711 (à l'exception de ceux du n° 8711 90)	Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars; side-cars	1 EK/cm ³

Position, sous-position	Description des produits	Taux du droit (EK)
2. Droit d'accise sur les véhicules automobiles d'occasion basé sur l'âge de ces véhicules		
	Jusqu'à 12 ans	100 EK/an
	A partir de 13 ans	150 EK/an
3. Droit d'accise sur les véhicules automobiles neufs		1 000 EK

Exemple:

Un véhicule d'occasion, d'une cylindrée de 2 000 cm³, de dix ans d'âge et d'un prix, d'après les documents de vente, de 10 000 couronnes estoniennes:

10 000	- Prix d'après les documents de vente
2 000	- Droit d'accise basé sur la cylindrée
1 000	- Droit d'accise basé sur l'âge
13 000	
2 340	- TVA (18% de 13 000)
15 340	- Prix payé par l'importateur après l'importation

49. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment sur les exemptions par produit et utilisateur, et sur le traitement appliqué aux produits importés et aux produits nationaux similaires. Des questions ont été posées aussi au sujet du calcul de la TVA sur les véhicules automobiles.

50. Le représentant de l'Estonie a confirmé que la taxe de 18 pour cent sur la valeur ajoutée s'appliquait de la même façon aux produits nationaux et aux produits importés quel que soit le pays d'origine. Jusqu'à la modification du régime des droits d'accise, intervenue le 1er avril 1995, la TVA sur les véhicules automobiles importés par des personnes physiques était calculée sur la base d'un tableau d'évaluation standard. Il a également confirmé que les exemptions de la TVA prévues pour certains biens et services étaient appliquées de la même façon qu'ils soient d'origine locale ou importés. N'étaient pas assujettis à la TVA les biens et services suivants: enseignement et formation spécialisée, timbres-poste et services postaux, services médicaux, services bancaires et assurances, services et articles funéraires, jeux d'argent et loteries, location de logements, matériel médical, traitement des déchets dangereux, services sociaux, recherches menées par les universités et les instituts à financement public, ~~et, depuis février 1995,~~ emballages réutilisables et services de sauna municipaux. Les exportations, les abonnements à des revues publiées et imprimées en Estonie et les billets de théâtre et les billets pour les concerts exécutés par des organismes musicaux publics ou des collectifs nationaux, les livres de classe et cahiers pour les écoles et collèges ~~spectacle~~ étaient exonérés. Les ventes de produits tels que médicaments, fournitures médicales, matériel de traitement médical et billets de loterie, n'étaient pas imposables, et le gouvernement pouvait accorder des exemptions pour les produits importés dans

un but non lucratif ~~étaient exonérés~~. Les produits importés pour les besoins officiels des ambassades et consulats et des diplomates ~~de pays étrangers~~ n'étaient pas assujettis à la TVA, à condition que les ambassades et consulats de l'Estonie ~~dans ces pays à l'étranger~~ bénéficient du même droit.

51. Notant que certaines personnes morales dont le chiffre d'affaires était inférieur à 250 000 EK n'étaient pas assujetties à la TVA, un membre s'est interrogé sur les raisons de cette disposition et sa conformité avec l'article III du GATT de 1994. Selon lui, cette exemption semblerait constituer un programme d'aide aux ventes de produits nationaux par les petites entreprises estoniennes car les produits importés étaient assujettis à la TVA dans tous les cas lors de l'importation. L'Estonie devrait ~~au plus tôt~~ réviser sa législation ~~à court terme~~ ou proposer un moyen de remédier aux insuffisances décelées dans l'application de ses droits d'accise et de sa TVA. Le représentant de l'Estonie a répondu que les personnes morales dont la base d'imposition (~~hors exception faite des importations~~) dépassait le seuil de 250 000 EK par année civile étaient tenues de se déclarer comme imposables à l'Administration fiscale. Les personnes morales dont la base d'imposition était inférieure à ce seuil pouvaient également faire cette déclaration. Selon lui, l'absence de déclaration n'équivalait pas à un programme d'aide à la vente des produits et services des petites entreprises estoniennes car seuls les contribuables déclarés pouvaient demander le remboursement de la TVA versée sur les biens et services utilisés comme facteurs de production.

52. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'à compter de la date d'accession de son pays à l'OMC, les ~~seuls impôts intérieurs perçus sur les seules taxes intérieures appliquées aux importations~~ seraient les droits d'accise et la taxe sur la valeur ajoutée. Il a ~~précisé ajouté~~ qu'à compter de la date d'accession, ~~les impôts intérieurs, y compris les taxes et droits sur les produits décrits dans les paragraphes 41 à 51, seraient appliqués de façon non discriminatoire aux importations quelle qu'en soit l'origine, et aux produits nationaux, dans le strict respect des dispositions de l'article III du GATT de 1994. A cet effet, les mesures fiscales applicables aux boissons alcooliques et aux véhicules automobiles seraient modifiées comme suit: toute application de taxes ou autres impositions intérieures aux importations serait conforme aux dispositions de l'Accord sur l'OMC, notamment à celle de l'article III du GATT de 1994.~~

i) La Loi concernant les droits d'accise sur l'alcool serait modifiée comme suit (les dispositions supprimées sont barrées):

Article 6. Droit d'accise

Sont exonérés du droit d'accise:

1) la bière produite ~~en Estonie~~ par une brasserie dont la production annuelle ne dépasse pas 5 000 décalitres

2) le vin titrant jusqu'à 15 pour cent en volume, produit ~~en Estonie~~ par une entreprise vinicole dont la production annuelle ne dépasse pas 100 décalitres.

ii) La Loi concernant le droit d'accise sur les véhicules automobiles est révisée comme suit:

Les droits d'accise actuellement appliqués en fonction de l'âge des véhicules sont remplacés par les droits suivants:

Véhicules d'occasion de zéro à dix ans d'âge 1 000 EK

Véhicules d'occasion de onze à 12 ans d'âge 100 EK par an

Véhicules d'occasion de 13 ans d'âge et plus 150 EK par an

Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

53. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la portée des "licences d'activité", les critères de délivrance des licences et les conditions à remplir pour les obtenir, sur les procédures de licences pour le commerce des métaux, des spiritueux, du tabac et des produits du tabac, des médicaments, des armes, des munitions et des explosifs, et sur l'application de restrictions quantitatives. Certains membres se sont inquiétés de ce que, dans certaines circonstances, ce système de licences pouvait influencer sur les conditions de vente des produits importés d'une manière qui n'était pas compatible avec l'article III du GATT de 1994; par exemple, le commerce de l'alcool et du tabac était soumis à une déclaration préalable. Un membre était préoccupé par le fait que le régime de licences estonien pouvait être discrétionnaire et a demandé que le projet de Loi sur le régime de licences soit communiqué au Groupe de travail.

54. Le représentant de l'Estonie a dit que le régime de licences ne visait pas à limiter les importations, la production ou la vente en gros de quelque produit que ce soit. Le fait qu'une "déclaration préalable" était exigée signifiait simplement que toutes les formalités douanières devaient avoir été accomplies avant que les marchandises puissent entrer dans le pays.

55. L'annexe II du document WT/ACC/EST/9 contenait des informations sur les procédures de licences d'importation, présentées selon le modèle applicable aux Membres de l'OMC. Le représentant

de l'Estonie a souligné que l'action de son gouvernement, axée sur la poursuite d'une politique économique libérale, visait à réduire le nombre d'activités soumises à licence. L'Estonie considérait que ses procédures de licences étaient compatibles avec l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation. Elle indiquait dans ses offres 41 branches d'activité économique dans lesquelles ~~41 activités dont l'exercice était soumis à licence, pour~~ la production et/ou le commerce ~~étaient soumis à licence~~, en précisant l'organisme chargé de délivrer les licences, dont la durée de validité était de cinq ans maximum (tableau 5). Ce régime de licences était nécessaire, entre autres, pour des raisons de sécurité (médicaments, par exemple), pour maintenir un niveau technologique permettant de respecter les normes obligatoires (boissons alcooliques, par exemple), pour assurer l'enregistrement des marchandises pouvant constituer un danger pour les personnes ou l'environnement (armes à feu, véhicules, par exemple), et à des fins d'enregistrement et de comptabilité, pour des raisons fiscales (boissons alcooliques, tabac, métaux, etc.). Les critères d'octroi des licences étaient publiés au Journal officiel ("Riigi Teataja"). ~~Le représentant de l'Estonie a confirmé que~~ Le nombre de licences délivrées n'était pas limité et ~~que~~ les mêmes conditions s'appliquaient aux entreprises nationales et étrangères. Dans chaque secteur soumis au régime de licences, des critères identiques et objectifs étaient appliqués systématiquement aux importations, aux exportations et au commerce intérieur. Une licence dont la validité avait expiré pouvait être prorogée ou remplacée.

56. Le représentant de l'Estonie a expliqué que son pays avait l'intention d'établir un cadre général pour l'octroi de licences qui serait conforme aux règles de l'OMC. Jusqu'à présent, le régime de licences d'activité avait été régi par différents règlements. Une nouvelle loi sur les licences serait élaborée en 1997. Aucune ~~autre~~ activité ~~supplémentaire~~ ne serait soumise à licence pendant l'élaboration de cette loi. La législation en la matière était encore l'objet d'un débat entre les organes de l'Etat. Une traduction ~~du projet de loi~~ serait communiquée dès que possible aux Membres de l'OMC intéressés.

57. Le représentant de l'Estonie a déclaré que toutes les prescriptions relatives à l'importation de produits pour lesquels une licence d'activité était nécessaire étaient conformes à l'Accord sur l'OMC. Il a confirmé que les personnes physiques et morales étrangères et nationales opérant sur le territoire douanier de l'Estonie étaient libres d'importer et exporter des biens et des services ~~sans restrictions~~, sauf ceux qui étaient mentionnés dans le tableau 5. ~~Le régime de licences d'activité décrit au tableau 5 ne limitait pas la participation étrangère, car il s'appliquait de la même façon aux entreprises nationales et aux entreprises étrangères. Il visait à garantir l'innocuité des produits. Les critères régissant l'octroi des licences, qui étaient différents selon les activités visées, étaient publiés dans le Journal officiel,~~

Riigi Teataja. Le représentant de l'Estonie était prêt à fournir sur demande un tableau plus détaillé donnant la référence des règlements pertinents. Les conditions à remplir pour importer ou exporter des biens ou services visés par des restrictions étaient conformes à celles qui s'appliquaient généralement au commerce des produits similaires d'origine nationale et étaient fondées sur les critères publiés au Journal officiel. L'accès aux licences d'activité n'était pas limité et le régime de licences n'était pas appliqué pour restreindre les importations, la production ou le commerce de gros ou de détail de quelque produit que ce soit.

58. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays n'instituerait, ne rétablirait ni n'appliquerait aucune restriction quantitative ou autre mesure non tarifaire telle que ~~n'avait pas recours à des~~ contingents, ~~à des~~ licences, ~~à des~~ autorisations préalables ou ~~ni à aucune~~ autre prescription ou mesure pouvant constituer une restriction quantitative à l'importation ou à l'exportation. Aucune mesure n'était envisagée à ce stade pour préserver l'équilibre de la balance des paiements. ~~Il a également~~ ~~Le~~ ~~représentant de l'Estonie a~~ confirmé que le régime de licences d'activité concernant le commerce des marchandises était pleinement conforme aux dispositions des Accords de l'OMC, notamment l'Accord sur les procédures de licences d'importation et les articles VIII et XI du GATT de 1994. ~~Il~~ ~~Le~~ ~~représentant de l'Estonie a~~ également confirmé qu'à compter de la date de son accession, l'Estonie n'introduirait, ne réintroduirait ~~ni ou~~ n'appliquerait aucune ~~pas de~~ restrictions quantitatives à l'importation ou ~~ni d'autres~~ mesures non tarifaires ~~telle que~~ ~~comme des~~ licences, ~~des~~ contingents, ~~des~~ interdictions ou ~~d'autres~~ restrictions d'effet équivalent, qui ne pourraient être justifiées au regard des dispositions de l'Accord sur l'OMC. S'il s'avérait nécessaire, à l'avenir, de prendre des mesures à des fins de balance des paiements, l'Estonie les appliquerait en se conformant aux règles pertinentes de l'OMC, y compris l'article XII du GATT de 1994 et le Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Evaluation en douane

59. Plusieurs membres du Groupe de travail ont posé des questions sur l'état de la Loi concernant l'évaluation en douane et sur son contenu. Se référant à la demande de renseignements sur l'application par l'Estonie de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994, ces membres se sont demandé si cette loi était pleinement compatible avec l'Accord de l'OMC. Un membre croyait comprendre qu'une législation garantissant des prix minimaux pour certains produits alimentaires importés était à l'étude en Estonie et s'est interrogé sur la conformité de cette législation avec les règles

du GATT. Il a rappelé que l'utilisation de prix minimaux à l'importation ou ~~En outre, l'Estonie semblait utiliser des listes de prix de référence~~ était contraire aux dispositions de l'article VII. ~~pour vérifier les factures.~~

60. Le représentant de l'Estonie a expliqué que la Loi concernant l'évaluation en douane avait été adoptée le 8 février 1995 et était entrée en vigueur le 1er janvier 1996. Ce retard était dû à ce qu'il avait fallu prendre des dispositions en vue de son application, notamment des dispositions pratiques - impression des documents, formation des douaniers, information des importateurs, etc. L'Estonie considérait que la Loi était en tout point conforme aux règles du GATT, notamment à l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994.

61. La réponse de l'Estonie au questionnaire intitulé "Renseignements relatifs à la mise en oeuvre et à l'administration de l'Accord" avait été présentée en août 1995 (WT/ACC/EST/4, annexes 1 et 6 mentionnées dans le document WT/ACC/EST/5). Il a été demandé au représentant de l'Estonie de fournir des éclaircissements relatifs aux dispositions de la Loi sur l'évaluation en douane concernant l'utilisation de la valeur transactionnelle entre des parties liées (article 4 3)), la vérification des valeurs transactionnelles entre des parties liées au moyen de valeurs témoins (articles 4 5) 4) et 5)) ainsi que la mention de valeurs en douane minimales à l'article 9 2) 4) de ladite loi. L'Estonie a été également interrogée sur l'application de la Décision 4.1 du Comité de l'évaluation en douane sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données (Décision sur les logiciels).

62. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays avait adopté les dispositions de la Décision sur les logiciels. Un décret, publié par le Ministère des finances le 11 janvier 1996, disposait que seul le coût du support proprement dit serait pris en compte lors de la fixation de la valeur en douane. Le représentant de l'Estonie a déclaré que la valeur des marchandises importées était déterminée conformément à l'article VII 2) a) du GATT, y compris lors des transactions entre des parties liées. Des valeurs témoins n'étaient utilisées pour vérifier la valeur déclarée par rapport à la valeur réelle qu'à la demande de l'importateur.

63. Le représentant de l'Estonie a ~~donné aux~~ assuré les membres du Groupe de travail l'assurance que la Loi sur l'évaluation en douane serait appliquée en totale conformité avec l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994. En outre, il a confirmé que l'article 9 2) 4)

de ladite loi serait appliqué conformément à l'article VII (valeur en douane). Il a souligné que l'article 9 2) 4) de ladite loi interdisait d'établir des valeurs d'importation minimales. Le représentant de l'Estonie a ~~souligné~~ ~~confirmé~~ que son pays n'appliquait aucune méthode d'évaluation qui ne soit pas strictement conforme aux règles de l'OMC et n'en appliquerait pas à l'avenir. Il n'avait recours à aucun prix minimum, prix de référence ou liste de prix pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées ou contrôler les factures ~~n'avait recours à aucun prix de référence ou tableau d'évaluation uniforme pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées ou appliquer des droits et des taxes, et que toutes les méthodes d'évaluation employées étaient strictement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994.~~

64. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays n'avait ni n'aurait recours à aucun prix de référence ou tableau d'évaluation uniforme pour calculer la valeur en douane des marchandises importées ou appliquer des droits et taxes et que toutes les méthodes d'évaluation employées étaient strictement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994. Il a également confirmé que son pays appliquerait intégralement, dès la date de son accession, les règles de l'OMC concernant l'évaluation en douane, ~~non seulement~~ ~~notamment~~ l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994 mais aussi les dispositions relatives à l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données et les dispositions relatives au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées. En outre, il a confirmé que, en tant qu'accord international, l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994 prévaudrait sur la législation nationale après l'accession. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Autres formalités douanières

65. Le représentant de l'Estonie a confirmé que d'autres formalités douanières étaient appliquées conformément aux règles acceptées au niveau international et fondées sur la Convention de Kyoto. Il a ajouté que l'Estonie était membre de l'Organisation mondiale des douanes depuis juin 1992.

Règles d'origine

66. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé où en était l'élaboration de règles d'origine en Estonie, notamment dans le cadre des accords de libre-échange. Un membre a demandé à l'Estonie

de confirmer que ses règles d'origine pour le commerce préférentiel et le commerce non préférentiel étaient parfaitement conformes à l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Il a été demandé à l'Estonie de décrire, en particulier, les mesures compatibles avec les disciplines découlant de l'article 2 dudit accord et de la Déclaration commune qui y est annexée.

67. Le représentant de l'Estonie a dit que l'élaboration des règles d'origine était en cours et avançait en fonction du déroulement des travaux du Comité technique des règles d'origine de l'OMC. Etant donné le caractère libéral du régime de commerce extérieur de l'Estonie, l'élaboration de règles d'origine nationales n'avait pas été considérée comme indispensable mais les règles convenues étaient appliquées dans le cadre des accords de libre-échange. L'Estonie appliquait des règles d'origine uniformisées dans le cadre du système de cumul de l'origine en diagonale commun aux pays de l'Espace économique européen, à la Suisse et à dix pays d'Europe centrale et orientale associés. Les autorités estoniennes avaient prévu d'élaborer une Loi sur les règles d'origine en tenant compte des règles en vigueur dans le cadre des accords commerciaux préférentiels, des suggestions et décisions du Comité des règles d'origine de l'Organisation mondiale des douanes et des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Les membres du Groupe de travail avaient reçu une copie des règles d'origine prévues dans les accords de libre-échange que l'Estonie avait conclus avec les pays de l'AELE, avec l'Union européenne, avec l'Ukraine et avec la Lettonie et la Lituanie.

Droits antidumping, droits compensateurs et régimes de sauvegarde

68. Plusieurs membres du Groupe de travail ont noté que l'Estonie n'avait pas encore de législation antidumping, mais qu'une loi en la matière, contenant des règles relatives aux droits compensateurs, était en cours d'élaboration. Etant donné que la date d'entrée en vigueur et le contenu de cette loi étaient incertains, l'Estonie était priée de soumettre le projet de loi au Groupe de travail pour observations.

69. Répondant à une question spécifique, le représentant de l'Estonie H a précisé ~~en outre~~ que, bien que le dumping par les prix soit mentionné comme un abus de position dominante à l'article 17 du chapitre III de la Loi sur la concurrence, il n'y aurait pas de chevauchement, pour ce qui est des pratiques commerciales déloyales, entre cette loi et toute loi antidumping en préparation. Il a ajouté qu'aucun texte de loi antidumping n'avait encore été rédigé.

70. Le représentant de l'Estonie a en outre confirmé que son pays ne disposait pas, pour le moment, de cadre juridique sur lequel se fonder pour appliquer des droits antidumping, des droits compensateurs et des sauvegardes et n'avait donc pas recours à ces mesures pour réguler ses échanges commerciaux. *(Texte déplacé du paragraphe précédent.)* Il a dit que son pays n'appliquerait aucune mesure de ce genre tant qu'il n'aurait pas adopté une législation à cet effet et qu'en élaborant la législation dans ce domaine à l'avenir, il veillerait à ce que toutes les mesures prévues soient Le représentant de l'Estonie a dit que son pays veillerait à ce que toute législation qui pourrait être élaborée en matière de droits antidumping, de droits compensateurs et de sauvegardes soit pleinement conformes aux dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC, y compris les articles VI et XIX du GATT de 1994, l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord sur les sauvegardes. Par ailleurs, si l'Estonie appliquait des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde, elle le ferait en respectant pleinement les dispositions de l'Accord sur l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

2. Réglementation concernant les exportations

Tarifs douaniers, droits et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations

71. Notant que l'Estonie appliquait des taxes à l'exportation sur les métaux et les objets ayant une valeur culturelle, plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé une description et une justification de ces taxes. En réponse, le Le représentant de l'Estonie a répondu dit qu'une taxe à l'exportation de 100 pour cent était perçue sur les objets ayant une valeur culturelle, c'est-à-dire antérieurs à 1950. Les prix des objets ayant une valeur culturelle destinés à l'exportation étaient fixés par la Division de l'Office central des antiquités spécialisée dans l'exportation des objets ayant une valeur culturelle. Les taxes à l'exportation sur les métaux avaient été abolies, mais les exportations étaient strictement contrôlées au moyen de licences et d'un monopole d'Etat des exportations de déchets métalliques. Les engagements en matière de droits d'exportation, convenus entre l'Estonie et les membres du Groupe de travail, étaient annexés au Protocole d'accession de l'Estonie, lui-même reproduit dans l'annexe au présent rapport.

Restrictions à l'exportation

72. Notant que le Ministère des affaires économiques avait le droit de contingenter certaines exportations, plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé au représentant de l'Estonie de donner des précisions sur les procédures de licences affectant le commerce des métaux, des spiritueux, des produits du tabac et des médicaments, et de justifier le maintien de contingents et de licences d'exportation pour le gravier et l'argile. Certains membres ont aussi demandé des précisions sur l'intention de l'Estonie de recourir à des mesures non tarifaires en cas d'urgence. Le représentant de l'Estonie a répondu que le Ministère des affaires économiques n'avait plus le droit de contingenter les exportations. Le dernier contingent (sur le sable quartzeux) avait été supprimé et l'Estonie n'envisageait pas d'imposer de nouvelles restrictions quantitatives à l'exportation. Les contingents et licences d'exportation pour le gravier et l'argile ayant été supprimés le 1er janvier 1995, l'Estonie n'avait pas à fournir de justification au regard des dispositions du GATT ou de l'OMC et elle ne demanderait pas à bénéficier de dispositions transitoires pour cette mesure. Il n'existait pas de licences d'importation et d'exportation proprement dites, hormis les licences d'activité décrites dans une précédente réponse (voir le paragraphe 55 48). Le représentant de l'Estonie a ajouté que son pays n'appliquerait pas de mesures à l'exportation qui iraient au-delà des mécanismes de l'OMC. Les mesures de contrôle des exportations (licences) de déchets métalliques et de déchets radioactifs ne comportaient pas de restrictions quantitatives. Les licences étaient délivrées automatiquement contre la preuve que les biens en question avaient été acquis légalement. Le fait de ne pas pouvoir fournir cette preuve pouvait constituer une infraction pénale. C'est pour des raisons de sécurité que le commerce des déchets métalliques faisait l'objet d'un monopole d'Etat, en vue de garantir que les marchandises exportées ne proviennent pas de sources illégales et que leur manutention obéisse aux prescriptions de sécurité. Cette réglementation des exportations n'équivalait pas à une restriction quantitative car toute partie souhaitant exporter des déchets métalliques ou des matières radioactives pouvait avoir recours aux services du monopole.

73. Le représentant de l'Estonie a confirmé que tous les contingents et licences d'exportation et mesures ayant un effet analogue avaient été supprimés et que les prescriptions en matière de licence qui restaient en vigueur étaient pleinement compatibles avec les règles de l'OMC, y compris les dispositions des articles XI et XVII du GATT de 1994. [Le monopole d'exportation des déchets métalliques et radioactifs serait supprimé le 31 décembre 1999.] Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

~~74. Le représentant de l'Estonie a confirmé que tous les contingents d'exportation avaient été supprimés, que les mesures de contrôle des exportations seraient compatibles avec les articles XX et XXI du GATT de 1994 et que l'administration de ces mesures serait pleinement conforme à ces articles. Il a également confirmé que les mesures actuelles de contrôle des exportations de déchets métalliques et de déchets radioactifs étaient de nature temporaire, conformément aux articles XX et XXI du GATT de 1994 et que l'administration de ces mesures serait pleinement conforme à ces articles. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.~~

Subventions à l'exportation

74. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur les subventions à l'exportation, y compris les incitations fiscales, sur les activités du Fonds de crédit à l'exportation, sur l'intention de l'Estonie de faire amplement usage d'incitations à l'exportation, et sur les mesures adoptées ou prévues pour faire face à d'éventuelles perturbations du marché ou à des difficultés de balance des paiements. Le représentant de l'Estonie a répondu qu'aucune incitation fiscale, notamment aucune exonération d'impôt, n'était accordée en vue d'encourager les exportations. Il a confirmé que le taux d'intérêt sur les prêts du Fonds de crédit à l'exportation était de 12 à 16 pour cent l'an, alors que les taux des prêts commerciaux à court terme en Estonie étaient compris entre 12 et 18 pour cent en 1996. Il était envisagé de transformer le Fonds en un Office de crédit et de garantie à l'exportation, dont le capital initial de départ serait prélevé sur le budget national. L'Estonie n'envisageait pas de faire amplement usage d'incitations à l'exportation, mais comme le déficit de sa balance commerciale ne cessait de se creuser, elle avait l'intention d'appliquer des mesures modérées d'incitations à l'exportation. Il n'était pas envisagé d'accorder des subventions spécifiques à une entreprise ou à un secteur. Les programmes de subventions seraient de nature horizontale et l'attribution de ces subventions serait fondée sur des critères économiques objectifs. Le représentant de l'Estonie a ajouté que les programmes d'incitations seraient appliqués conformément aux prescriptions de l'OMC.

75. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays ne maintenait aucune subvention à l'exportation correspondant à la définition d'une subvention prohibée donnée à l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et n'en instituerait pas à l'avenir. n'invoquerait donc pas les dispositions de cet accord qui prévoyaient l'élimination progressive de telles mesures dans un délai donné. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

3. Politiques internes ayant une incidence sur le commerce extérieur des biens

Politique industrielle, notamment les subventions

76. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur toutes subventions qui seraient accordées aux entreprises privées ou publiques. Ils ont aussi demandé si l'Estonie accordait encore aux entreprises des aides qui devraient être notifiées au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Certains ont demandé que l'Estonie indique si elle avait l'intention de recourir à des subventions dans le cadre de sa politique industrielle et explique comment elle envisageait de rétablir ses relations commerciales antérieures.

77. Le représentant de l'Estonie a dit que, pour rétablir ses relations commerciales antérieures, son pays l'Estonie devait entretenir des relations économiques libres et équilibrées avec les pays les mieux placés pour établir avec elle un véritable partenariat mutuellement avantageux. Il a confirmé qu'il existait en Estonie des programmes de subvention de l'industrie, en particulier le Fonds pour l'innovation, qui accordait des subventions pour des activités de recherche-développement, ainsi que la Loi sur le soutien public de l'entreprise, qui définissait les aides de l'Etat aux petites et moyennes entreprises. Dans ce dernier cas, ces aides, sous forme de prêts et de garanties de prêt, étaient accordées par un conseil de onze membres. Le Fonds pour l'innovation était un organisme sans but lucratif, créé par le gouvernement. Ses activités étaient coordonnées par un organe consultatif du gouvernement, le Conseil de la recherche et du développement. Il avait pour principale fonction de promouvoir et de financer les programmes publics dans le domaine de la technologie; de financer des projets d'amélioration des techniques de production au stade préindustriel; de promouvoir la recherche et le développement techniques et technologiques et d'appuyer la création de parcs scientifiques et technologiques et d'infrastructure de production. Le Fonds accordait des subventions pour la recherche appliquée (jusqu'à 50 pour cent du coût des projets) et pour des projets industriels (jusqu'à 75 pour cent du coût des projets). Entre 1991 et 1995, il avait subventionné 214 projets pour un total de 92 millions de EK, dont 12 millions de dons et 80 millions de prêts; son budget pour 1997 s'élevait à 20 millions de EK.

78. Le représentant de l'Estonie a confirmé que, dès l'entrée en vigueur du protocole d'accession de l'Estonie, tous les programmes de subventions seraient administrés conformément à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et que tous les renseignements nécessaires concernant

les programmes sujets à notification seraient communiqués au Comité des subventions et des mesures compensatoires conformément à l'article 25 dudit accord. L'Estonie considérait que le soutien financier accordé par le Fonds pour l'innovation était conforme aux critères énoncés à l'article 8.2 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. La Loi concernant le soutien de l'Etat aux entreprises réglementait l'aide aux petites et moyennes entreprises. Cette aide – prêts et garanties – était fournie au moyen de fonds gérés par un conseil de onze membres. Le représentant de l'Estonie a dit que son gouvernement notifierait le Fonds pour l'innovation au moment de l'entrée en vigueur du Protocole d'accession de son pays. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Obstacles techniques au commerce et mesures sanitaires et phytosanitaires

79. Plusieurs membres du Groupe de travail ont posé des questions sur l'application des normes internationales et nationales en Estonie et le respect des différentes dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et des mesures sanitaires et phytosanitaires. A propos de l'agriculture, certains membres ont demandé des précisions sur les objectifs de la Loi concernant les produits alimentaires et sur le recours à des mesures sanitaires et phytosanitaires, eu égard en particulier aux Règlements n° 300 et 340 de 1992.

80. Le représentant de l'Estonie avait fourni des renseignements sur les obstacles techniques au commerce dans le document WT/ACC/EST/9 (annexe III) et présenté une notification concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires. Il a précisé qu'à l'heure actuelle, aucun texte législatif ne réglementait l'adoption et l'application des normes. L'Estonie avait conclu des accords avec les offices nationaux de normalisation du Royaume-Uni (BSI), de l'Allemagne (DIN) et de la Russie (GOST R) au sujet de l'adoption éventuelle des normes nationales de ces pays en tant que normes estoniennes. et l'Estonie n'avait conclu aucun accord sur ce point avec d'autres pays. L'Office national de normalisation était responsable de toutes les questions de normalisation. L'Estonie était membre correspondant de l'ISO et membre associé de la CEI, et du CEN/CENELEC, ce qui l'avait incitée à adopter des normes internationales et européennes. Les normes actuellement en vigueur en Estonie étaient des normes européennes ou internationales ou basées reprises telles quelles ou adaptées. Elles avaient été mises en conformité avec les règlements de l'Union européenne et sont en général facultatives sauf celles dont l'application est obligatoire en vertu de règlements promulgués par les Ministères (par exemple pour les achats de lait, pour la protection contre les incendies, etc.) et les normes techniques s'appliquant aux spiritueux (vodka blanche) et au ciment de construction. Les normes

~~en vigueur actuellement en Estonie étaient fondées sur celles de l'ISO et les réglementations harmonisées de l'Union européenne et avaient généralement un caractère facultatif, à l'exception des normes obligatoires visant les spiritueux (vodka blanche) et le ciment de construction.~~ L'évaluation de la conformité était effectuée conformément aux normes européennes (EN 45000). Les anciennes normes soviétiques - normes GOST - restaient provisoirement en vigueur dans certains domaines, mais n'étaient plus obligatoires. Toutes les normes s'appliquaient de la même façon aux produits importés et aux produits estoniens. L'acceptation de la certification étrangère était fondée sur le principe de la reconnaissance mutuelle entre l'organisme estonien compétent et son homologue dans l'autre pays. Les projets de normes et les avis d'enregistrement étaient publiés dans le bulletin officiel de l'Office national de normalisation "*EVS Teataja*". ~~Les projets de normes et les avis d'enregistrement étaient publiés dans le bulletin "Normes de la République d'Estonie".~~

81. Le représentant de l'Estonie a ajouté que la Loi sur les produits alimentaires visait principalement à garantir la "qualité" et la "compétitivité internationale" de ces produits. Elle devait servir de base à l'élaboration d'autres textes législatifs réglementant la manutention, la qualité, l'innocuité, ~~la sécurité,~~ le contrôle et l'inspection des produits alimentaires. Un ~~L'~~Office national des produits alimentaires qui avait été créé ~~pour s'occuper de~~ ~~était chargé d'examiner~~ tous les aspects de la politique de l'Estonie en matière d'alimentation et de nutrition, ~~mais ses fonctions avaient été transférées au Ministère de l'agriculture à la suite de la modification de la Loi sur les produits alimentaires du 26 juin 1996. C'est donc le Ministère qui est chargé d'élaborer les plans et analyses dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition, ainsi que les propositions stratégiques pertinentes, de rédiger les projets de loi sur les produits alimentaires, et leur manutention, d'organiser le contrôle de l'innocuité des aliments, de donner des avis aux organismes de certification et d'analyse qui vérifient la qualité et l'innocuité des aliments et d'élaborer et suivre les programmes de surveillance nutritionnelle. L'Estonie n'envisageait pas de~~ ~~fixer des prix minimaux à l'importation, mais elle pourrait recourir à la procédure de licences d'importation non automatiques pour réaliser les objectifs de sa politique alimentaire.~~

82. Le représentant de l'Estonie a dit en outre que le contrôle à la frontière des végétaux et des produits d'origine végétale était effectué par le Service d'inspection ~~des quarantaines~~ phytosanitaires conformément au Règlement n 300 (du 17 octobre 1992) relatif à l'organisation du contrôle phytosanitaire à la frontière, tel qu'il avait été modifié par le Règlement n 340 du 19 octobre 1992 et par le Règlement n 147 du 31 mars 1995, et conformément à la Loi concernant la protection des végétaux, ~~et~~ au Règlement temporaire concernant le contrôle par l'Etat, la vente, l'exportation et

l'importation de semences pour les cultures de plein champ ainsi qu'à la Loi de 1992 sur les services vétérinaires. Les mesures sanitaires et phytosanitaires qu'applique l'Estonie sont conformes au Codex de l'Office international des épizooties (OIE), dont l'Estonie est membre depuis 1992. La liste des produits soumis à un contrôle vétérinaire et des postes frontières où ce contrôle peut être effectué, ainsi que les conditions d'obtention de certificats vétérinaires et les procédures de règlement des différends étaient spécifiées dans un Décret du Ministre de l'agriculture en date du 3 août 1994 et dans le Règlement n 17 du 10 avril 1995. Les autorités estimaient que les dispositions de la Loi sur les produits alimentaires concernant la santé et l'innocuité la sécurité étaient conformes à l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Ladite loi serait modifiée pour permettre l'acceptation à la frontière des certificats d'exportateurs conformes aux normes ISO 9000 et EN 45000.

83. Certains membres du Groupe de travail ont fait remarquer que l'Estonie n'avait pas adopté de lois, de règlements ou de procédures administratives concernant le respect et l'administration des obligations en matière d'obstacles techniques au commerce qui découlaient de l'Accord sur l'OMC. ~~Ils ont fait également observer qu'une réglementation sur les mesures sanitaires et phytosanitaires était en cours d'élaboration.~~ A leur avis, des procédures en la matière devraient être adoptées avant l'accession de l'Estonie à l'OMC.

84. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays fournirait aux Membres, pour observations, des exemplaires du projet de loi concernant les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires. ~~Faisant observer que l'Estonie n'avait pas encore établi de calendrier spécifique pour la formulation et la mise en oeuvre de cette loi, il a confirmé que son pays l'adopterait à plus ou moins brève échéance.~~ Il a confirmé que l'Estonie créerait un point d'information conformément à l'article 10 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et que les organismes chargés d'élaborer la normalisation et les procédures d'évaluation de la conformité et de certification tiendraient compte des normes ou lignes directrices internationales existantes avant la rédaction de la législation nationale. Ces organismes accepteraient le Code de pratique défini à l'annexe 3 de l'Accord OTC, notifieraient les Membres de l'OMC au stade de la rédaction et tiendraient compte des observations de ces derniers avant de finaliser les dispositions réglementaires.

85. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays préparait un projet de notification au titre de l'article 15.2 de l'Accord OTC, qui serait transmise au Secrétariat au plus tard le 31 mars 1997. Les autorités avaient rédigé un projet de proposition de loi sur les normes; cette loi fournirait un cadre

juridique et organique pour les activités de normalisation en Estonie. Le Ministère de l'agriculture examinerait les lois concernant les produits alimentaires, les services vétérinaires, la protection des végétaux, les céréales, la protection des consommateurs et la santé publique en vue d'assurer leur conformité avec les Accords de l'OMC, y compris l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. ~~L'Estonie préparait une notification au titre de l'article 15.3 de l'Accord OTC.~~

86. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays respecterait, à compter de la date d'accession, toutes les obligations découlant de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce de l'OMC sans demander à bénéficier de périodes transitoires. Il a également confirmé que les procédures d'octroi de licences d'importation pour les produits alimentaires seraient finalisées avant la fin de 1997 1996 et seraient pleinement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, notamment à ses articles 2, 3 et 5. Il a ajouté que les licences n'auraient pas pour effet de restreindre les quantités importées; elles seraient délivrées automatiquement sous réserve des prescriptions phytosanitaires. Le Groupe de travail a pris note de ces ~~et~~ engagements.

Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)

87. A cet égard, le représentant de l'Estonie a confirmé que son gouvernement appliquait le principe du traitement national. Il a dit que son pays ne maintenait aucune mesure incompatible avec l'Accord sur les MIC, ~~n'avait pas l'intention d'en appliquer~~ et n'invoquerait pas les dispositions de cet accord qui prévoyait l'élimination progressive de telles mesures dans un délai donné. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Commerce d'Etat

88. Plusieurs membres du Groupe de travail ont noté qu'une part importante de la production et du commerce de l'Estonie restait sous le contrôle de l'Etat et que celui-ci conservait le monopole du tabac et de l'alcool. L'Estonie devait notifier, au titre de l'article XVII, tout monopole commercial de fait ou de droit ainsi que les activités commerciales de toute entreprise d'Etat qui bénéficiait d'un soutien public et dont les opérations étaient soumises à l'intervention de l'Etat.

89. Le représentant de l'Estonie a répondu qu'à la suite de la privatisation à grande échelle, la part des entreprises d'Etat dans le commerce était inférieure à 5 pour cent. La privatisation continuait et les actions des entreprises privatisées étaient activement échangées à la Bourse de Tallinn. Il était difficile d'évaluer dans quelle mesure le fait qu'une partie du capital était encore entre les mains de l'Etat pouvait influencer le commerce international car la loi estonienne interdisait au service des douanes de divulguer des informations commerciales concernant spécifiquement une entreprise à qui que ce soit sauf à l'administration fiscale. Des estimations fondées sur le rapport entre le commerce et la part de capital n'avaient en pratique aucun sens parce que les actions changeaient rapidement de mains. Le représentant de l'Estonie pouvait donc seulement confirmer que la participation de l'Etat tendait nettement à diminuer du fait que les actions étaient vendues au public en vue de stimuler le développement du marché des valeurs dans le pays. Le représentant de l'Estonie a affirmé que, sauf en ce qui concerne les monopoles d'exportation des déchets métalliques et des déchets radioactifs, détenus respectivement par *Eesti Põlevkivi* et *Eesti Energia*, les entreprises partiellement privatisées et dont l'Etat conservait une partie du capital ne constituaient pas une entreprise de commerce d'Etat au sens de l'article XVII, car elles ne jouissaient d'aucun droit ou privilège particulier.

90. L'Estonie avait notifié, au titre de l'article XVII du GATT de 1994, qu'un monopole d'Etat (document WT/ACC/EST/9, annexe IV) sur les exportations de débris métalliques avait été constitué afin de contrôler le commerce des métaux. ~~Dans les informations qu'elle avait communiquées sur le commerce d'Etat (document WT/ACC/EST/9, annexe IV), l'Estonie avait notifié, au titre de l'article XVII du GATT de 1994, la création d'un monopole d'Etat sur les exportations de débris métalliques afin de contrôler le commerce des métaux pour des raisons qui étaient compatibles avec les dispositions de l'article XXI (Exceptions concernant la sécurité).~~ Le but de ce monopole (EMEX) était de prévenir les actes criminels graves, c'est-à-dire le trafic de métal volé sur des installations et des chantiers de construction non surveillés. Ces vols avaient causé des dommages considérables aux infrastructures nationales, en particulier aux sociétés estoniennes qui exploitaient les chemins de fer, l'énergie et le téléphone. Le monopole servirait aussi à contrôler le commerce des déchets radioactifs.

91. Le représentant de l'Estonie a déclaré qu'à l'exception du monopole sur les exportations de débris métalliques, il n'existait dans son pays aucune entreprise ayant des droits exclusifs ou spéciaux. Il a confirmé que le fonctionnement du monopole sur les débris métalliques serait conforme aux dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, y compris les articles XVII et XI du GATT de 1994 et que le monopole serait aboli lorsque la situation du commerce des débris métalliques serait redevenue

normale dans son pays. Le représentant de l'Estonie a confirmé, en outre, que dans le cadre de l'application des lois et réglementations qui régissaient les activités commerciales des entreprises d'Etat et d'autres entreprises bénéficiant de droits spéciaux et exclusifs, son gouvernement agirait en totale conformité avec les dispositions des Accords de l'OMC, en particulier les articles XVII et XI du GATT de 1994, y compris le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII ainsi que l'article VIII de l'AGCS. Il a également confirmé que l'Estonie notifierait toute entreprise relevant de l'article XVII. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Zones franches, zones économiques spéciales

92. Le représentant de l'Estonie a dit qu'il n'y avait actuellement aucune zone franche dans son pays.

Marchés publics

93. Certains membres du Groupe de travail ont demandé si l'Estonie avait l'intention d'accéder à l'Accord sur les marchés publics et ont souhaité avoir des précisions sur la législation estonienne en la matière, sur son champ d'application et sur sa conformité avec les principes de l'OMC. Le représentant de l'Estonie a dit que la Loi sur les marchés publics, adoptée en mai 1995 et entrée en vigueur le 1er janvier 1996, était conforme aux règles de l'OMC. Le gouvernement avait établi un Office des marchés publics chargé de coordonner et d'administrer les activités dans ce domaine. La loi définissait cinq méthodes principales de passation des marchés: appel d'offres ouvert, appel d'offres en deux étapes, appel d'offres négocié, demande de devis et marché de gré à gré. Dans le cas d'un appel d'offres ouvert, tout fournisseur intéressé pouvait soumissionner et aucune négociation ne devait avoir lieu entre l'entité contractante et un soumissionnaire. L'appel d'offres en deux étapes était utilisé lorsque tous les facteurs techniques et économiques ne pouvaient pas être évalués à priori ou que le marché comportait une incertitude relative aux coûts de la recherche-développement. On avait recours à des appels d'offres négociés quand l'appel d'offre ouvert n'avait pas abouti. L'appel d'offres négocié était organisé lorsque le marché touchait à des secrets d'Etat ou lorsqu'un appel d'offres ouvert n'avait pas abouti (soit qu'aucune soumission n'avait été déposée soit que toutes les soumissions avaient été rejetées) ou quand le marché comportait des travaux urgents ou qu'il était passé par les relations diplomatiques de la République d'Estonie (à l'étranger). En tel cas, l'entité passant le marché devait en informer par écrit l'Office des marchés publics avant d'entreprendre l'appel d'offre. Elle L'entité

~~contractante~~ pouvait demander un devis lorsqu'il existait un marché compétitif du produit à acheter existait et que cette la procédure permettait d'obtenir des offres inférieures aux prix courants du marché, mais seulement après en avoir donné notification à l'Office par écrit. La procédure de marché de gré à gré ne pouvait être suivie que dans les cas suivants: lorsqu'il n'existait qu'un seul fournisseur; en cas de besoin ou d'urgence exceptionnel; pour renouveler des contrats précédents; ou lorsque le fournisseur devait allait mener des travaux de recherche-développement débouchant sur des prototypes ou lorsque le marché touchait à des secrets d'Etat. Là encore, une notification écrite devait préalablement être envoyée à l'Office. A la suite de la modification de la Loi sur les marchés publics intervenue le 1er janvier 1997, il pouvait être dérogé aux règles énoncées dans cette loi lorsqu'il s'agissait: i) de marchés touchant des secrets d'Etat; ii) d'imprimés et articles en rapport avec les bonnes moeurs; iii) de recherche scientifique et de programmes spéciaux; iv) d'élaboration de textes législatifs et d'assistance juridique; v) d'achats à une personne physique d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment existant et vi) de certains types de marchés public définis par d'autres lois.

94. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'au moment de l'accession, son gouvernement indiquerait au Comité des marchés publics que le pays avait l'intention d'accéder à l'Accord sur les marchés publics et de demander le statut d'observateur au Comité. Il a également confirmé que l'Estonie engagerait des négociations en vue de son accession audit accord en présentant avant le 31 décembre 1998 [31 décembre 1997] une offre concernant les entités. En outre, il a confirmé que l'Estonie achèverait ces négociations d'ici au 31 décembre 2000 [30 juin 1998] à l'an 2002 si leurs résultats répondaient à ses intérêts et à ceux des autres Parties à l'Accord. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Transit

95. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays avait adhéré, en avril 1993, à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert du carnet TIR. Les formalités de départ et d'arrivée étaient accomplies à la frontière, dans les centres douaniers d'inspection. Nul droit de douane, redevance de dédouanement, taxe sur les ventes ou droit d'accise n'était perçu sur les biens en transit.

96. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son gouvernement appliquerait ses lois et réglementations régissant les opérations de transit et agirait en totale conformité avec les dispositions

de l'Accord sur l'OMC, en particulier l'article V du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Politiques agricoles

97. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la politique agricole actuelle de l'Estonie, notamment sur ses principes directeurs, sur les politiques adoptées en matière de droits de douane et de consolidations tarifaires, sur les mesures concernant le commerce des céréales, sur les sauvegardes, sur les programmes de soutien à l'agriculture et la politique des revenus, sur le contrôle des prix, sur les subventions à l'exportation, sur la privatisation et sur les accords commerciaux préférentiels.

98. Le représentant de l'Estonie a répondu que la restitution des terres à leurs anciens propriétaires avait pris beaucoup de temps, mais ~~que maintenant~~ la majeure partie du secteur agricole était maintenant privatisée. Les exploitations restant entre les mains de l'Etat jouaient encore un rôle important dans l'amélioration des plantes et des animaux. Certaines entreprises agro-alimentaires étaient sous contrôle étranger. Les importations de produits agricoles ne faisaient l'objet d'aucune mesure tarifaire ou non tarifaire. Les produits alimentaires n'étaient pas subventionnés et leurs prix n'étaient pas contrôlés. La Loi concernant l'organisation du marché permettrait cependant d'imposer des droits de douane. ~~L'offre initiale de l'Estonie pour les négociations sur l'accès au marché (document WT/L/60) ne proposait pas de consolidation tarifaire au niveau zéro dans le secteur agricole; l'Estonie avait l'intention de consolider ses droits de douane à un niveau analogue à celui des pays voisins. Dans le cadre de son accord de libre échange avec l'Union européenne, l'Estonie avait la possibilité de contrôler ses importations agricoles au moyen de droits de douane, et ce jusqu'en 1996 ou 1997.~~ La Loi de 1994 sur les céréales autorisait le gouvernement à limiter les importations de céréales lorsque la production intérieure satisfaisait pleinement la demande. Néanmoins, aucun contingent n'avait été imposé jusqu'à présent. Le représentant de l'Estonie est convenu que la Loi sur les céréales n'était pas compatible avec les règles de l'OMC ni avec l'Accord sur l'agriculture; l'Estonie était prête à prendre l'engagement de la mettre en conformité avec les Accords de l'OMC d'ici son accession.

99. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays ~~savait que les règles de l'OMC interdisaient les observerait dans l'avenir la règle de l'OMC prescrivant la transformation des~~ restrictions quantitatives et prescrivaient de n'utiliser que des ~~à l'importation en~~ droits de douane; il a déclaré que son pays

respecterait ces règles à l'avenir. Il a indiqué que le texte de la Loi sur les licences d'importation pour les produits alimentaires n'avait pas été établi avant la fin de 1996 parce que la Loi sur les produits alimentaires avait été modifiée. Ce texte serait mis au point avant la fin de 1997. Les licences seraient délivrées automatiquement et n'auraient pas d'effet restrictif sur les importations. Le représentant de l'Estonie a ajouté que les procédures de licences d'importation pour les produits alimentaires devaient être finalisées en décembre 1996. Elles n'auraient pas d'effet restrictif sur les importations; elles seraient accordées automatiquement, sauf dans les cas où il fallait faire appliquer les règlements phytosanitaires.

100. Le représentant de l'Estonie a ajouté que son pays n'excluait pas de recourir dans l'avenir à des mesures de sauvegarde spéciales, mais il n'était pas en mesure de préciser dans quels domaines de telles mesures pourraient être adoptées. Des membres du Groupe de travail ont noté que les dispositions de l'Accord sur l'agriculture relatives aux mesures de sauvegarde ne pouvaient être invoquées que par les spéciales étaient réservées aux Membres de l'OMC ayant entrepris la tarification des mesures non tarifaires au cours du Cycle d'Uruguay. Comme l'Estonie n'était pas Membre de l'OMC à l'époque, elle n'aurait donc pas le droit de recourir à des mesures de sauvegarde spéciales. Un membre a demandé que l'Estonie s'engage à ne pas invoquer de mesures de sauvegarde spéciales pour des produits agricoles quels qu'ils soient. Le représentant de l'Estonie a dit que son gouvernement pensait que les pays n'ayant pas participé au Cycle d'Uruguay avaient aussi la possibilité de recourir à de telles mesures. L'Estonie n'excluait donc pas d'avoir à l'avenir recours à des mesures de sauvegarde spéciales, mais le représentant ne pouvait indiquer dans quels domaines spécifiques ces mesures pourraient être utilisées.

101. — Le représentant de l'Estonie a ajouté que l'Accord de libre échange que son pays avait conclu en 1994 avec la Lettonie et la Lituanie ne couvrait pas les chapitres 1 à 24 du SH mais qu'un accord sur le commerce des produits agricoles entrerait en vigueur en 1997.

[101. Le représentant de l'Estonie a dit que, faute de ressources financières, le gouvernement n'avait pas, jusqu'à présent, subventionné les exportations agricoles, mais que l'Estonie se réservait le droit d'instituer des programmes de soutien interne et des subventions à l'exportation. Une offre en matière de soutien interne et de subventions à l'exportation pour le secteur agricole avait été distribuée aux membres du Groupe de travail en septembre 1995 (document WT/SPEC/13); elle indiquait, entre autres, le plafond des subventions à l'exportation pour le beurre, le fromage, le lait en poudre, la viande bovine, la viande porcine et la viande de volaille, les mesures de soutien interne faisant l'objet d'engagements

de réduction et diverses mesures de la catégorie "verte". L'Estonie avait aussi mentionné, dans le document WT/ACC/EST/4, un certain nombre de programmes de soutien qu'elle appliquait actuellement et qu'elle considérait comme entrant dans la catégorie "verte". Des membres du Groupe de travail n'étaient pas d'avis que l'Estonie devait être autorisée à demander une protection pour des programmes qui n'avaient pas encore été mis en oeuvre, comme des programmes de subventions à l'exportation, ou des programmes qui l'avaient été après que l'Estonie avait déposé sa demande d'accession à l'OMC.]

[A compléter]

Commerce des aéronefs civils

102. Un membre du Groupe de travail a demandé à l'Estonie de s'engager à mettre en oeuvre, dès son accession, l'Accord sur le commerce des aéronefs civils sans exception ni période de transition.

103. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays signerait l'Accord sur le commerce des aéronefs civils dès son accession à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE

104. Plusieurs membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur la législation concernant la protection des droits de propriété intellectuelle en Estonie et sur son application, ainsi que sur sa compatibilité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Ils ont notamment posé des questions sur les exceptions au traitement national ou au traitement NPF, les inventions non brevetables, la protection des variétés végétales, les droits des titulaires de brevets, la prorogation de la durée de validité des brevets, la concession de licences obligatoires, les procédures de contrôle judiciaire, la protection des semi-conducteurs, du droit d'auteur, des marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles industriels, la concurrence et les dispositions antitrust.

105. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays considérait que sa législation en matière de protection des droits de propriété intellectuelle était compatible avec l'Accord sur les ADPIC et qu'elle ne prévoyait pas d'exceptions aux principes du traitement national et du traitement NPF. L'Office des brevets était entré en activité en mars 1992. En 1992 et 1994, l'Estonie avait adopté la Loi sur les brevets, la Loi sur les modèles d'utilité, la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et

la Loi sur le droit d'auteur et des dispositions concernant les obligations en matière d'ADPIC avaient été incluses dans la Loi du 7 juillet 1993. Une loi sur la protection des dessins et modèles était en cours d'élaboration. La législation sur la propriété industrielle s'inspirait de celle des pays nordiques. Il était prévu, dans les lois estoniennes concernant respectivement le droit d'auteur et les marques de fabrique ou de commerce que les accords bilatéraux et multilatéraux auxquels l'Estonie avait accédé prévaudraient si les dispositions de la législation nationale étaient incompatibles avec celles de ces accords.

106. En 1994, l'Estonie était devenue membre à part entière de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, avait adhéré au Traité de coopération en matière de brevets et était redevenue partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et à la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques auxquelles elle avait initialement adhéré en 1924 et 1927, respectivement. Le Ministère de la culture préparait l'adhésion de l'Estonie à la Convention de Genève de 1971 et à la Convention de Rome de 1961. Le texte de la Convention de Rome avait été traduit en estonien et un projet de loi portant sur l'adhésion à ladite convention serait présenté au Parlement au premier semestre de 1997. L'Estonie prévoyait également d'adhérer au Protocole de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Traité multilatéral sur le droit des marques. Répondant à d'autres questions, le représentant de l'Estonie a dit que les variétés végétales étaient protégées en vertu de la Loi de 1994 sur la protection des variétés végétales et que les souches de micro-organismes pouvaient être protégées par des brevets depuis l'adhésion de l'Estonie au Traité de Budapest. Depuis le 14 septembre 1996, l'Estonie était partie au Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets et l'Office des brevets acceptait les demandes de brevet pour des souches de micro-organisme et des nouvelles applications de souches de micro-organisme. L'Estonie avait l'intention d'adhérer à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) et la Loi sur la protection des variétés végétales serait rendue conforme à la Convention de l'UPOV de 1991.

107. Certaines inventions n'étaient pas brevetables (inventions portant atteinte à l'ordre public et à la moralité, méthodes de diagnostic et de traitement appliquées aux personnes ou aux animaux, topographies de microcircuits et substances obtenues par fission nucléaire). Des équipements, des procédés, des substances ou des souches de micro-organismes, notamment leur combinaison et leur utilisation aux fins d'applications nouvelles, bénéficiaient de la protection de brevets en vertu de l'article 6 de la Loi estonienne concernant les brevets. Il n'était pas prévu d'introduire des certificats de protection

supplémentaires pour les produits chimiques pharmaceutiques et agricoles. Les dispositions énonçant les droits exclusifs du titulaire d'un brevet et les exceptions à ces droits figuraient dans le chapitre IV de la Loi sur les brevets (articles 15, 17, 45 et 46). Le titulaire d'un brevet pouvait céder ou transférer ses droits ou accorder des licences sans aucune restriction, mais, pour être valables, les contrats de licence devaient être enregistrés par l'Office des brevets. Une licence obligatoire ne pouvait être accordée que sur décision de justice (article 47). L'Estonie considérait que cette disposition était pleinement conforme aux prescriptions de l'article 31 b) et c) de l'Accord sur les ADPIC. La prorogation de la durée de validité des brevets n'était pas encore prévue par la loi. ~~Aucune~~ Des dispositions correspondant à celles de l'article 34 de l'Accord (Brevets de procédé: charge de la preuve) n'avaient pas encore été établies.

108. En ce qui concerne le droit d'auteur et les droits connexes, le représentant de l'Estonie a dit que son pays appliquait le principe du traitement national à la protection des oeuvres. La Loi sur le droit d'auteur protégeait aussi les oeuvres provenant de pays où les traités internationaux n'étaient pas applicables, à condition que ces pays garantissent une protection semblable aux oeuvres des auteurs estoniens ou aux oeuvres publiées pour la première fois en Estonie. Le représentant de l'Estonie a ajouté qu'une loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés devait être élaborée et promulguée en 1998. Les conditions auxquelles étaient soumises l'utilisation et la décompilation gratuites des programmes d'ordinateur étaient énoncées au chapitre IV, articles 24 et 25, de la Loi sur le droit d'auteur. Cette loi ne prévoyait pas la concession de licences obligatoires pour les oeuvres et les enregistrements sonores pouvant être protégés par le droit d'auteur. Les articles 38 et 74 prévoyaient la pleine rétroactivité de la protection. L'article 75 stipulait les restrictions aux droits voisins du droit d'auteur. La perception de redevances pour l'utilisation d'oeuvres audiovisuelles et d'enregistrements sonores a débuté en janvier 1996.

109. Au sujet des marques de fabrique ou de commerce, le représentant de l'Estonie a dit que les signes pouvant être enregistrés en tant que marques de fabrique ou de commerce étaient énumérés à l'article 6 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Cette loi protégeait les marques notoirement connues, qu'elles soient ou non enregistrées en République d'Estonie. L'article 5 de la loi énonçait les droits conférés au titulaire d'une marque (et les exceptions à ces droits). L'enregistrement valait notification du droit exclusif du titulaire, et la concession de licences ou la cessation de marques n'étaient soumises à aucune restriction. L'enregistrement du contrat de licence ou de l'acte de cession n'était pas obligatoire, mais c'était une condition de leur validité. L'enregistrement d'une marque n'était

pas subordonné à son usage. Les demandes d'enregistrement étaient déposées auprès de l'Office des brevets. En cas de rejet de la demande (aux termes des articles 7 et 8), le déposant pouvait intenter un recours devant la Commission des appels, dont la décision pouvait aussi être contestée devant un tribunal. L'Estonie n'envisageait pas pour l'instant de modifier sa loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

110. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays était en train d'élaborer une nouvelle loi concernant la protection des dessins et modèles industriels, qui serait présentée au Parlement en février 1997. Les aspects législatifs de la protection des indications d'origine géographiques seraient définis dans la nouvelle loi sur les marques de fabrique ou de commerce qui serait rédigée avant la fin de 1997. ~~Le représentant de l'Estonie a dit que son pays était en train d'élaborer des lois concernant la protection des dessins et modèles industriels, des indications géographiques relatives à l'origine et des schémas de configuration de circuits intégrés.~~ Pour le moment, les ~~Les~~ indications géographiques ~~relatives à l'origine~~ étaient, ~~pour le moment~~, protégées indirectement par la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et la Loi sur la concurrence. Comme le Traité de Washington sur la propriété intellectuelle était en cours de révision à l'OMPI en ce qui concerne les circuits intégrés, la Loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés ne serait pas rédigée tant que cette révision ne serait pas acquise. La protection du secret des affaires n'était pas garantie par une loi distincte, mais elle relevait de l'article 148 du Code pénal. Les renseignements non divulgués étaient protégés par les dispositions concernant la violation des secrets commerciaux de la Loi sur la concurrence. Les informations communiquées aux organismes publics étaient protégées par la Loi sur le service public. La deuxième partie de la Loi sur la concurrence, qui traitait de la concurrence déloyale, était conforme à la Convention de Paris et à l'article 40 de l'Accord sur les ADPIC. La Loi douanière constituait le fondement juridique de l'interdiction des importations de produits de contrefaçon. En vertu de l'article 38 de la Loi douanière, les douaniers examinaient les marchandises afin de vérifier que leur nature, leur origine, leur état, leur quantité et leur valeur correspondaient aux renseignements fournis dans la déclaration en douane. Des poursuites pouvaient être engagées si la documentation était falsifiée ou incomplète. Les modifications qu'il était envisagé d'apporter au Code pénal et au Code des infractions administratives pour y inclure des dispositions relatives à la protection juridique des droits de propriété industrielle n'avaient pas encore été approuvées par le Parlement.

111. Un membre a demandé que l'Estonie adhère à la Convention de Genève concernant la protection des phonogrammes, notant que l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC prescrivait le rétablissement

de la protection des oeuvres couvertes par le droit d'auteur. L'Accord exigeait aussi la protection des dessins ou modèles industriels, des schémas de configuration de circuits intégrés et des obtentions végétales. A propos des brevets, ce membre a demandé confirmation que, pour statuer sur l'octroi d'une licence obligatoire, les tribunaux suivraient les procédures énoncées à l'article 8, paragraphe 6, de l'accord bilatéral que son pays avait conclu avec l'Estonie.

112. Le représentant de l'Estonie a répondu que son pays se préparait à accéder à la Convention de Genève de 1971, à la Convention de Rome de 1961 et à l'Union internationale pour la protection des variétés végétales (UPOV). En outre, une loi sur la protection des dessins et modèles industriels et une loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés étaient en préparation.

113. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays appliquerait intégralement toutes les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce d'ici à la date de son accession à l'OMC, sans à avoir recours à une période de transition. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES

114. Afin d'accélérer le processus d'accession à l'Accord de l'OMC, le représentant de l'Estonie a présenté un projet de liste d'engagements spécifiques concernant les services (document WT/L/59) et un projet de liste révisée d'engagements spécifiques concernant le commerce des services (document WT/ACC/EST/6). Certaines activités ~~en matière~~ de services étaient soumises à licences; les licences requises et les organismes réglementaires correspondants sont indiqués dans le tableau 5. La liste des engagements spécifiques de l'Estonie concernant les services figure en annexe au présent rapport. Comme l'indiquent les conclusions de ce rapport, le Groupe de travail a pris note des engagements de l'Estonie concernant les services. [On reviendra sur ce paragraphe en temps opportun.]

115. Plusieurs membres du Groupe de travail ont formulé des observations sur le projet de liste d'engagements concernant le commerce des services qui avait été présenté par l'Estonie. A leur avis, l'offre initiale n'était pas suffisante car l'Estonie n'avait offert aucune consolidation pour plusieurs modes de fourniture et, d'après les renseignements qu'elle avait donnés dans la documentation, le régime des services était libéral. Des questions ont été posées en particulier sur les points suivants: conditions d'entrée ou restrictions à l'entrée sur le territoire estonien de personnel étranger, notamment pour les

juristes, les architectes et les experts-comptables, et commerce transfrontières de ces services; conditions d'accès au marché, commerce transfrontières, effet du programme de stabilisation économique et législation récente concernant les services financiers; octroi de licences aux sociétés opérant dans le secteur des télécommunications et dans celui des transports aériens; restrictions à l'investissement étranger; ouverture de bureaux commerciaux; et traitement des services dans les accords commerciaux préférentiels.

116. Le représentant de l'Estonie a présenté une liste révisée contenant de nouveaux engagements concernant le commerce des services. Il a expliqué que les secteurs de services mentionnés dans le premier projet de liste d'engagements ne faisaient pas l'objet de consolidations car aucune réglementation particulière ne s'appliquait aux fournisseurs étrangers ~~de services spécifiques dans le cas de certains services~~. L'entrée temporaire d'étrangers sur le territoire estonien était soumise à la réglementation concernant les visas, mais pour travailler en Estonie, les étrangers devaient avoir un permis de séjour et un permis de travail. Le contingent d'immigration annuel était de 0,1 pour cent de la population estonienne. Les juristes, architectes et experts-comptables étrangers pouvaient travailler comme consultants dans des entreprises estoniennes et il n'existait aucun obstacle juridique à l'acquisition de ces services à l'étranger. Le représentant de l'Estonie a ajouté qu'aucune restriction n'était appliquée dans le secteur des services financiers ~~ni et~~ n'était envisagée ~~pour dans~~ un proche avenir. L'Estonie confirmait que les fournisseurs étrangers de services financiers ~~ne~~ bénéficiaient ~~pas~~ d'un traitement ~~aussi moins~~ favorable que les fournisseurs nationaux, hormis les prescriptions particulières concernant les compagnies d'assurance étrangères, qui étaient indiquées dans le projet de liste d'engagements spécifiques (document WT/L/59). Les sociétés qui souhaitaient établir un bureau commercial ou une succursale de banque en Estonie devaient présenter une demande à cet effet à la Banque d'Estonie. Plusieurs modifications ~~avaient ont~~ été apportées récemment à la législation concernant le secteur financier. Notamment, de nouveaux règlements concernant les normes prudentielles ~~avaient ont~~ été établis et une Loi sur les établissements de crédit ~~avait~~ été adoptée; cette loi élargissait la gamme des instruments de contrôle bancaire et ~~contenait contenait~~ des dispositions concernant le blanchiment d'argent. Quoique encore embryonnaire en Estonie, le marché des valeurs mobilières se développait rapidement. Le marché de l'assurance ~~avait~~ été stimulé, quant à lui, par l'instauration de l'assurance automobile obligatoire.

117. Le représentant de l'Estonie a ajouté que, pour opérer dans le secteur des télécommunications, une société étrangère devait obtenir une licence d'investissement étranger et devait être enregistrée

dans le pays en tant que personne morale. La concession attribuée à la compagnie Eesti Telefon (Société estonienne des téléphones) lui conférait un monopole jusqu'en l'an 2003. La Loi sur la radio et la télédiffusion (article 22) limitait à moins de 50 pour cent du capital la participation étrangère dans les sociétés de ce secteur ainsi que dans la propriété des émetteurs. ~~à moins de 50 pour cent du capital, ce qui était aussi une condition pour posséder des émetteurs.~~

118. Dans le secteur des transports, seules les sociétés enregistrées en Estonie pouvaient obtenir une licence pour le transporter des marchandises et des passagers. Les transbordeurs, par exemple, devaient appartenir à des ressortissants estoniens ou à des sociétés ayant leur siège en Estonie et être contrôlés à au moins 51 pour cent par des intérêts nationaux. La compagnie de transports maritimes "Estline" avait le monopole, pour encore trois ans, du transport des voyageurs entre l'Estonie et la Suède. Dans le secteur des transports aériens les licences étaient délivrées à des aux personnes résidant en permanence en Estonie ou à des aux personnes morales dont le capital était détenu à au moins 51 pour cent par des résidents ou des nationaux. Les compagnies aériennes qui opéraient actuellement en Estonie étaient Estonian Air et plusieurs compagnies étrangères.

119. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays n'interdisait pas aux fournisseurs de services étrangers d'établir des bureaux commerciaux, dans n'importe quel secteur, et qu'aucun secteur ou activité de service n'était entièrement fermé aux sociétés étrangères.

120. Il a ajouté que les accords de libre-échange conclus par l'Estonie portaient principalement sur les marchandises; l'Estonie elle n'avait accordé à aucun pays un statut préférentiel pour le commerce des services.

[à compléter]

TRANSPARENCE

Publication de renseignements concernant le commerce

121. Le représentant de l'Estonie a indiqué que l'article 2 de la Loi sur le Journal officiel *Riigi Teataja* donnait la liste de 14 différents types de textes législatifs ou réglementaires qui devaient être publiés dans le Journal officiel, notamment i) les lois, décisions et déclarations du Parlement; ii) les décisions et règlements présidentiels; iii) les décisions et arrêtés gouvernementaux; iv) les règlements ministériels; v) le rapport et le règlement général de la Banque centrale. La publication immédiate des textes législatifs et réglementaires assurait le plus haut degré de transparence.

122. Le représentant de l'Estonie a dit qu'au plus tard à compter de la date de l'accession de son pays à l'OMC, toutes les lois et tous les autres textes réglementaires normatifs concernant le commerce seraient publiés au Journal officiel "Riigi Teataja" dans les meilleurs délais. Il a ajouté qu'aucune loi, réglementation, etc. concernant le commerce international n'entrerait en vigueur avant d'avoir été publiée. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Notification

123. Le représentant de l'Estonie a dit qu'au plus tard à l'entrée en vigueur du Protocole d'accession, l'Estonie présenterait toutes les notifications (autres que celles qui doivent être faites sur une base *ad hoc*) prescrites par les accords faisant partie de l'Accord sur l'OMC. Le gouvernement estonien donnerait notification du Fonds pour l'innovation au plus tard lors de l'entrée en vigueur du Protocole d'accession de l'Estonie. Tout règlement d'application des adopté ultérieurement par l'Estonie en vue d'appliquer les lois adoptées pour mettre en oeuvre un accord faisant partie de l'Accord sur l'OMC qui pourrait être promulgué ultérieurement serait également conforme aux prescriptions dudit accord. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

ACCORDS COMMERCIAUX

124. Certains membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur les accords préférentiels que l'Estonie avait conclus avec l'Union européenne, avec les pays membres de l'AELE et avec la Lettonie et la Lituanie. Ils ont aussi demandé si l'Estonie envisageait de conclure de nouveaux

accords de ce genre, notamment un éventuel accord instituant une union douanière balte, et si elle avait maintenu des accords de compensation avec d'anciens membres du CAEM. Des membres se sont interrogés en outre sur la compatibilité des accords de libre-échange conclus par l'Estonie avec les dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994, en particulier celle qui stipulait que les accords de libre-échange devaient couvrir l'essentiel des échanges commerciaux entre les parties aux accords. Un membre a demandé des renseignements sur la portée des accords préférentiels conclus par l'Estonie, en particulier dans les secteurs où toutes les mesures et impositions relatives au commerce n'avaient pas encore été éliminées.

125. Le représentant de l'Estonie a répondu que son pays avait passé des arrangements commerciaux préférentiels avec l'AELE, l'Union européenne, la Lettonie et la Lituanie, l'Ukraine, la République tchèque, la République slovaque et la Slovénie. Pendant la période allant de janvier à mars 1996, environ 73 pour cent des échanges extérieurs avaient été effectués dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels. L'Accord de libre-échange avec l'Union européenne, entré en vigueur le 1er janvier 1995, s'appliquait également aux nouveaux membres, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Il avait été notifié à l'OMC dans le document WT/REG8/N/1 et était actuellement examiné conformément à la pratique normale. Le document WT/REG8/1 contenait le texte de l'Accord et le document WT/REG8/2 le mandat. L'Accord de libre-échange avec les pays de l'AELE avait été notifié à l'OMC dans le document WT/REG28/N/1; étaient également pertinents les documents WT/REG28/1 (l'Accord), WT/REG28/2 (le mandat). L'Accord de libre-échange avec la Slovénie avait été notifié à l'OMC dans le document WT/REG37/N/1. L'Estonie avait fait des propositions visant à conclure des accords de libre-échange avec la Pologne et la Hongrie. Le représentant de l'Estonie a indiqué que son pays ~~Il a ajouté que l'Estonie~~ n'avait ~~maintenu~~ aucun accord de commerce de compensation avec ~~des~~ les pays d'Europe centrale et orientale. Les accords de libre-échange prévoyaient généralement l'importation et l'exportation en franchise des produits industriels ~~manufacturés~~ (chapitres 25 à 97 du SH), tandis que ~~les le commerce des~~ produits agricoles faisaient l'objet d'accords ou de protocoles distincts; la libéralisation des échanges était moins poussée dans ce secteur que dans celui des produits industriels. Les exportations de produits agricoles de l'Estonie étaient soumises à certaines restrictions quantitatives et qualitatives.

126. Le représentant de l'Estonie a indiqué que l'Accord de libre-échange de 1994 entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ne visait pas les chapitres 1 à 24 du SH mais qu'un accord sur les échanges de produits agricoles entrerait en vigueur le 1er janvier 1997. Il a rappelé que l'Accord de libre-échange

avec l'Union européenne laissait à l'Estonie la latitude de contrôler jusqu'en 1996 ou 1997 ses importations de produits agricoles au moyen de droits de douane. Il a confirmé que, si l'Estonie devait à l'avenir appliquer des droits d'importation, le traitement préférentiel ne serait accordé que dans le contexte d'accords de libre-échange, comme prévu à l'article XXIV du GATT de 1994. ~~Une éventuelle union douanière balte aurait pour principal objectif de supprimer les contrôles douaniers internes; il n'était pas possible à ce stade d'en évaluer les effets sur la politique commerciale libérale de l'Estonie.~~

127. Le représentant de l'Estonie a dit que son gouvernement respecterait les règles de l'OMC, y compris l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'AGCS, dans ses accords commerciaux et ferait en sorte que les dispositions de ces accords régissant la notification, la consultation et d'autres prescriptions concernant les systèmes commerciaux préférentiels, les zones de libre-échange et les unions douanières dont l'Estonie était membre soient appliquées dès la date d'accession du pays, pour autant que ces dispositions n'aient pas déjà été appliquées par l'une des autres parties concernées. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Conclusions

128. Le Groupe de travail a pris note des explications et déclarations de l'Estonie concernant son régime de commerce extérieur, telles qu'elles figurent dans le présent rapport. Il a pris acte des assurances données par l'Estonie sur certains points particuliers, qui sont énoncées aux paragraphes 15, 20 et 28 ~~14 et 19~~ du rapport. Le Groupe de travail a également pris acte des engagements de l'Estonie sur certains points précis, qui sont énoncés aux paragraphes 24, 30, 34, 35, 39, 52, 58, 64, 70, 73, 75, 78, 86, 87, 91, 94, 96, 103, 113, 122, 123 et 127. ~~22, 30, 31, 35, 45, 51, 57, 63, 66, 68, 70, 77, 78, 81, 84, 86, 94, 103, 111, 112 et 115.~~ Il a noté que ces engagements avaient été incorporés dans le paragraphe 2 du Protocole d'accession de l'Estonie à l'OMC.

129. Après avoir examiné le régime de commerce extérieur de l'Estonie et compte tenu des explications, engagements et concessions présentés par le représentant de l'Estonie, le Groupe de travail a conclu que l'Estonie devrait être invitée à accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, conformément aux dispositions de l'article XII. Il a établi à cette fin le projet de Décision et le projet de Protocole d'accession reproduits dans l'Appendice du présent rapport, et prend note de la Liste d'engagements spécifiques de l'Estonie concernant les services (document ...) et de sa Liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises (document ...), qui sont annexées au

Protocole. Il est proposé que le Conseil général approuve ces textes lorsqu'il adoptera le rapport. Lorsque la Décision aura été adoptée, le Protocole d'accession sera ouvert à l'acceptation de l'Estonie, qui deviendra Membre 30 jours après l'avoir accepté. Le Groupe de travail est donc convenu qu'il avait achevé ses travaux concernant les négociations en vue de l'accession de l'Estonie à l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.

[A compléter]

ANNEXETableau 5Activités soumises à licences en Estonie

	Activité	Organisme délivrant la licence
1.	Gestion des transports aériens et maritimes (à l'exclusion des petits navires privés) et des transports internationaux par autocars et chemins de fer (à l'exclusion des transports par rail à l'intérieur d'une même entreprise)	Ministère des transports et des communications
2.	Activités d'ordre géologique, extraction des ressources naturelles	Ministère des affaires économiques
3.	Production et commerce des objets contenant des métaux précieux ou des pierres précieuses	Ministère des finances
4.	Production, détention et commerce d'armes, de leurs parties, de munitions et de matériel pyrotechnique; réparation des armes	Ministère de l'intérieur
5.	Production et commerce de stupéfiants et de substances hautement toxiques, radioactives ou vénééuses, à usage médical. Culture de végétaux contenant des stupéfiants ou des substances hautement toxiques ou vénééuses. Achat et possession de stupéfiants ou de substances hautement toxiques, radioactives ou vénééuses, à usage médical	Ministère des affaires sociales
6.	Traitements médicaux de toute nature	Ministère des affaires sociales
7.	Production et commerce de médicaments	Ministère des affaires sociales
8.	Importation, exportation, production et vente en gros de tabac, de produits du tabac et d'alcool; commerce de détail des alcools	Ministère des affaires économiques; municipalités
9.	Impression des billets de banque et frappe de la monnaie	Banque d'Estonie
10.	Impression des titres	Ministère des finances
11.	Impression des timbres-poste	Ministère des transports et des communications
12.	Construction et gestion de réseaux de communications publics de toute nature	Ministère des transports et des communications
13.	Administration d'établissements d'enseignement supérieur ou général, spécialisé ou professionnel; délivrance de diplômes reconnus au plan national	Ministère de la culture et de l'éducation
14.	Gestion de sociétés de gardiennage, installation de systèmes de sécurité, de garde et de signalisation	Ministère de l'intérieur
15.	Ouverture et gestion d'agences de détectives privés	Ministère de l'intérieur
16.	Etalonnage des instruments de mesure	Ministère des affaires économiques Ministère des finances
17.	Production et commerce de micro-organismes, de végétaux et d'animaux, obtenus par génie génétique	Ministère de l'agriculture
18.	Assurances	Ministère des finances

	Activité	Organisme délivrant la licence
19.	Etablissement de plans, expertise et inspection des bâtiments; entreprises de construction	Ministère de l'environnement; Ministère de l'agriculture
20.	Activités de géodésie et cartographie	Ministère de l'environnement
21.	Contrôle écologique	Ministère des transports et des communications
22.	Gestion des substances nuisibles pour l'environnement	Ministère des transports et des communications
23.	Transmission ou diffusion d'émissions au moyen des réseaux de radio et de télévision	Ministère de la culture et de l'éducation
24.	Gestion de casinos (établissements de jeu)	Ministère des finances
25.	Reproduction des emblèmes d'Etat de la République d'Estonie ou de leurs parties	Chancellerie d'Etat
26.	Gestion de bureaux de change	Ministère des finances
27.	Tourisme	Ministère des affaires économiques
28.	Agences maritimes et organisation de transports maritimes	Ministère des transports
29.	Loteries	Ministère des transports et des communications
30.	Expertise, vente et achat de biens fonciers	Ministère de l'agriculture
31.	Activités boursières	Ministère des finances
32.	Activités et pratique vétérinaires	Ministère de l'agriculture
33.	Stockage temporaire des marchandises, procédures d'entreposage en douane	Ministère des finances
34.	Importation, réexportation, commerce de gros et de détail et stockage de carburants, combustibles et lubrifiants	Ministère des affaires économiques
35.	Production et réparation d'armes, production de munitions, et technologie de la défense nationale	Ministère de la défense
36.	Expérimentation sur des animaux	Ministère de l'agriculture
37.	Gestion du commerce d'importation, d'exportation et autre, entretien, réparation et démontage de véhicules automobiles et remorques	Ministère des affaires économiques
38.	Contrôle des matériels de protection individuelle, délivrance de certificats de qualité, contrôle des machines et matériels	Office national de l'inspection du travail
39.	Aide logopédique	Ministère des affaires sociales
40.	Conservation, restauration et élaboration de projets de réparation d'objets culturels (objets présentant une valeur archéologique, architecturale, technologique ou historique et objets d'art) et exécution des activités correspondantes	Ministère de la culture et de l'éducation
41.	Classification et évaluation des marchandises pour la douane	Ministère des finances

APPENDICE

ACCESSION DE L'ESTONIE

Projet de Décision

Le Conseil général,

Eu égard aux résultats des négociations menées en vue de définir les modalités d'accession de la République d'Estonie à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, et ayant établi un Protocole d'accession de l'Estonie,

Décide, conformément à l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, que la République d'Estonie pourra accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce selon les modalités énoncées dans ledit protocole.

PROJET DE PROTOCOLE D'ACCESSION DE L'ESTONIE A L'ACCORD
DE MARRAKECH INSTITUANT L'ORGANISATION
MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée "l'OMC"), eu égard à l'approbation du Conseil général de l'OMC donnée en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC") et la République d'Estonie (ci-après dénommée "l'Estonie"),

Prenant note du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Estonie à l'OMC qui figure dans le document WT/ACC/EST/... (ci-après dénommé "le rapport du Groupe de travail"),

Eu égard aux résultats des négociations sur l'accession de l'Estonie à l'OMC,

Conviennent de ce qui suit:

Partie I - Dispositions générales

1. A compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur, l'Estonie accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.
2. L'Accord sur l'OMC auquel l'Estonie accédera sera l'Accord sur l'OMC tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe 116 du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.
3. Sauf dispositions contraires des paragraphes mentionnés au paragraphe ~~128~~ 446 du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en oeuvre au cours d'une période commençant au moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en oeuvre par l'Estonie comme si elle avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.

4. L'Estonie peut maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 de l'article II de l'AGCS pour autant que cette mesure soit inscrite sur la liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II, qui est annexée au présent protocole, et qu'elle satisfasse aux conditions qui sont indiquées dans l'Annexe de l'AGCS sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II.

Partie II - Listes

5. Les listes annexées au présent protocole deviendront la Liste de concessions et d'engagements annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994") et la Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé l'"AGCS") de l'Estonie. Les concessions et les engagements inscrits sur les Listes seront mis en oeuvre par étapes ainsi qu'il est spécifié dans les parties pertinentes des Listes.

6. Dans le cas de la référence à la date du GATT de 1994 que contient le paragraphe 6 a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne les Listes de concessions et d'engagements annexées au présent protocole sera la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

Partie III - Dispositions finales

7. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation de l'Estonie, par voie de signature ou autrement, jusqu'au ...

8. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui où il aura été accepté.

9. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC et à l'Estonie une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification d'acceptation dudit protocole par l'Estonie conformément au paragraphe 7.

10. Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Genève, le ... (jour, mois) mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi, si ce n'est qu'une liste ci-annexée peut préciser ne faire foi que dans une seule ou plusieurs de ces langues.

ANNEXE

LISTE CXLII - ESTONIE

Partie I - Marchandises

[A compléter]

Partie II - Services

[A compléter]